

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION BILATÉRALE

LE RETOUR EN FORCE DE LA RUSSIE EN AFRIQUE EST INDÉNIABLE



Lire p.4&5

VIE ÉCONOMIQUE

LA REPRISE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE SE POURSUIT



Lire p.6

BGFIBANK, UNE AUTRE DIMENSION



Lire p.8

DOSSIER

THIERRY ORIEZ : UN PARCOURS EXEMPLAIRE



Lire p.19

Dossier

ÉDUCATION – FORMATION – EMPLOI TRIO GAGNANT

AGACI : LUMIÈRE SUR L'AUDIT ET LE CONTRÔLE INTERNE

GSEZ : LA ZONE ÉCONOMIQUE DE NKOK EST LA PLUS AVANCÉE DE L'ESPACE CEMAC

SOBRAGA : S'ENGAGE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Lire p.13 - 19

Prochain numéro :

BANQUES & ASSURANCES

N°79
NOVEMBRE
2019





S'engager dans un monde durable, **c'est créer des emplois qui durent**

Entreprise citoyenne, engagée et contributive, **Eramet**, au travers de ses filiales **Comilog et Setrag**, est fière **d'accompagner le Gabon** dans son rôle de leader mondial de la production de manganèse, et de soutenir les populations par un programme et des actions permettant la création de nombreux emplois.

INSIGN - Crédits photos : © monkeybusinessimages



eramet
Transformons les regards

Sommaire N°78

VIE ÉCONOMIQUE

6 – 12

LE PÉTROLE AU GABON : DE NOUVELLES PERSPECTIVES

p. 7

INAUGURATION EN GRANDE POMPE DE LA STATION-SERVICE ENGEN À MAKOKOU

p. 11

DOSSIER

12 – 20



« UNE SOCIÉTÉ QUI NE PARVIENT PAS À EXPLOITER L'ÉNERGIE ET LA CRÉATIVITÉ DE SA JEUNESSE RESTERA AU BORD DU CHEMIN », KOFI ANNAN

p. 14

CANCER DU SEIN : LA 6^e ÉDITION DE LA CAMPAGNE OCTOBRE ROSE EST SUR LES RAILS !

p. 19

Édito

LE CAPITAL HUMAIN : VALEUR ESSENTIELLE DU DÉVELOPPEMENT

Par Anne-Marie Jobin



Cette rentrée 2019 ne concerne pas uniquement l'éducation nationale. Le Gabon est aujourd'hui un pays en pleine mutation. Les ressources pétrolières en cours d'exploitation s'amenuisent, mais de nouveaux investisseurs, sensibilisés par l'attractivité du nouveau code des hydrocarbures, signent des contrats d'exploitation avec l'État. Le groupe Eramet lèvera 640 millions d'euros pour augmenter sa production de manganèse de 63 % en 5 ans. Comilog a déjà dépassé ses objectifs. Le secteur bois est florissant et accueille de nombreux investisseurs, notamment dans la zone économique de Nkok. Le domaine de la pêche n'est pas en reste avec le nouveau port d'Owendo et l'ambition de créer une industrie halieutique génère des perspectives économiques prometteuses. Le secteur de l'agriculture se développe rapidement grâce à un important appui budgétaire de la Banque africaine de développement qui servira notamment à développer les infrastructures, mettre en place des centres de formation, encadrer, renforcer les capacités non seulement des structures de l'État, mais aussi des producteurs et des ONG. Le tourisme est le nouveau pôle d'intérêt pour de nouvelles ressources. L'appareil politique et l'ensemble des ministères concernés étudient, analysent et construisent un plan d'action pour développer cette manne encore trop discrète. Un pool de professionnels est aux manettes pour constituer la base d'un socle de réflexion et travaille de concert avec les autorités.

Nous l'avons compris et les chiffres ne mentent pas, la diversification de l'économie au Gabon est bel et bien l'enjeu majeur des années à venir. Il n'échappe à personne que, quel que soit le domaine de ces nouveaux pôles d'intérêts, le Gabon doit investir dans des centres d'éducation et de formation pour inciter les jeunes à s'orienter vers des métiers jusqu'alors presque inconnus. Dans l'enceinte de la zone de Nkok, un centre de formation axé sur les différents métiers du bois, d'une capacité de 1000 places avec un internat pouvant accueillir 600 apprenants, un restaurant, un amphithéâtre, un terrain de football, un bâtiment administratif, des ateliers etc. ouvrira ses portes en 2020. Les incubateurs comme JA ou la SING apportent un réel soutien aux formateurs, notamment à l'entrepreneuriat. Mais qu'en est-il de la scolarité de base, l'essence nécessaire à l'accès à ces formations spécifiques ? Où en sommes-nous des statistiques concernant la simple alphabétisation, les méthodes employées et les résultats obtenus ?

Economie Gabon + reste dans l'attente de la conclusion des audits réalisés et s'engage à vous tenir informés ■

En attendant, nous souhaitons une bonne rentrée à tous.

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Directrice Générale & Journaliste

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Sécretaire de Rédaction

Manuella MENGUE M'EYI
laredaction@economie-gabon.com

Responsable multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Publicité & marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie

Donald ELLA

Informations légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél. : 01 44 11 62

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Impression : Multipress
Tirage : 12 000 exemplaires
Tél. : 01 73 21 75 / 01 73 22 33



Manuella MENGUE
Secrétaire de rédaction

INTERVIEW DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DMITRY KOURAKOV, AMBASSADEUR DE RUSSIE AU GABON

LE RETOUR EN FORCE DE LA RUSSIE EN AFRIQUE EST INDÉNIABLE

L'intérêt que porte la Russie au continent africain a marqué l'année 2018 de son empreinte. Depuis la rencontre au sommet des BRICS* organisée en juillet 2018 avec l'ensemble des chefs d'État et notamment le président Ali Bongo Ondimba, tout s'accélère. Face au protectionnisme qui marque actuellement la politique du gouvernement américain, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud font bloc. Mais, concernant la Russie, quels sont les résultats de ces réunions, quelles décisions significatives sont actées, notamment sur le plan économique ? Monsieur Dmitry Kourakov nous en dit davantage.

Anne-Marie Jobin



■ Son Excellence Monsieur Dmitry Kourakov, Ambassadeur de Russie au Gabon

ECONOMIE GABON + : Excellence, quelles sont les grandes lignes de la politique économique de la Russie envers le continent africain ? Dans quels pays vos acteurs sont-ils particulièrement présents et dans quels domaines travaillent-ils ? Quels sont les moyens financiers engagés pour développer ces secteurs d'activités ?

Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays africains se développent de plus en plus et ont atteint plus de 20 mds de dollars l'an dernier. Selon S.E.M. Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, les « liens d'amitié traditionnels » entre la Russie et l'Afrique ont toujours été fondés sur des principes « d'équité, de respect mutuel et de considération pour les intérêts de chacun ». L'histoire de nos relations date des années 60, quand l'Union soviétique était parmi les premiers pays à reconnaître l'indépendance de nouveaux pays africains.

Ces fondations d'amitié solides nous permettent aujourd'hui de créer les conditions nécessaires pour rétablir et développer davantage nos liens commerciaux et économiques, afin d'encourager les sociétés russes à s'implanter dans des pays d'Afrique avec des projets mutuellement bénéfiques dans différents domaines.

Par exemple, je veux citer les fleurons des affaires russes tels que Rosneft, Lukoil, Rosgeologiya, Gazprom,

Alrosa, Vi Holding, GPB Global Resources, Renova et beaucoup d'autres, qui travaillent avec succès sur le continent africain.

C'est avec les États d'Afrique du Nord que la Russie entretient les relations les plus importantes. Elles se caractérisent par un commerce croissant (les trois quarts des échanges totaux avec l'Union africaine) et un flux important de touristes, ainsi que par l'échange périodique de délégations d'hommes d'affaires et la participation active à des forums spécialisés.

La coopération avec l'Égypte occupe une place particulière dans notre politique économique. Parmi les grands projets établis dans ce pays comptent la construction de la première centrale nucléaire en Égypte et la mise en place de la Zone industrielle russe.

En Algérie, en 2018, l'entreprise d'État Sonatrach et la société Transneft ont conclu deux contrats comprenant la sécurisation des infrastructures de transport et de stockage des hydrocarbures

Ces fondations d'amitié solides nous permettent aujourd'hui de créer les conditions nécessaires pour rétablir et développer davantage nos liens commerciaux et économiques

Pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la Russie s'engage de plus en plus activement dans cette région

liquides. Le « Partenariat stratégique approfondi » conclu entre le Maroc et la Russie a instauré de nouvelles bases solides et élargies pour améliorer les relations « très fortes » entre les deux pays, surtout dans les domaines du tourisme et du transport aérien.

Pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la Russie s'engage de plus en plus activement dans cette région en y apportant surtout son savoir-faire, les nouvelles technologies, la participation à la formation des cadres et en réalisant des projets d'importance stratégique dans des secteurs cruciaux pour le développement des pays de la zone.

L'Angola est une de nos partenaires de longue date. Plusieurs sociétés russes y opèrent avec succès : Alrosa, Lukoil, Zarubezhneft, Rail Standard Service. Avec la Zambie, Moscou a signé en novembre 2018 un accord portant sur la construction d'un réacteur nucléaire de recherche, qui a démarré cette année. Cette signature fut précédée en février 2018 par la conclusion d'un contrat de coopération sur la construction d'un centre de sciences et de technologies nucléaires.

En Guinée (Conakry), les activités d'une grande entreprise russe Rusal dans le domaine de l'extraction des bauxites sont encore une preuve de coopération bilatérale de longue date réussie.

Il ne s'agit-là que de quelques exemples de notre coopération fructueuse avec nos partenaires africains.

Il faut souligner également l'existence des liens étroits entre la Russie et ses nombreux partenaires africains dans le cadre de plateformes économiques multilatérales, notamment pour la stabilisation du marché mondial des hydrocarbures dans le cadre de l'Opep+ et du Forum des pays exportateurs de gaz.

ECONOMIE GABON + : Revenons au Gabon. Les échanges commerciaux entre la Russie et le Gabon ont atteint 95,6 millions de dollars en 2018. La balance commerciale de 89 millions de dollars en faveur du Gabon est due, principalement, à l'exportation de 266 000 tonnes de manganèse. Quels sont les produits russes importés vers le Gabon ? Quels sont les échanges envisageables ?

Pour être précis, depuis six ans les échanges commerciaux entre mon pays et le Gabon sont passés de 600 millions à plus de 65 mds de F CFA, soit 108 millions de dollars. Comme vous l'avez souligné, ces échanges concernent principalement les importations par la Russie de manganèse gabonais, mais

aussi de produits dérivés du bois... Pour sa part, le Gabon achète des denrées alimentaires, des produits minéraux, et des carburants pétroliers pour 7 millions de dollars.

Comme vous pouvez le constater, les produits russes ne sont pas encore très visibles sur le marché gabonais. Pourtant, mon pays a beaucoup de choses à proposer aux consommateurs locaux. La Russie d'aujourd'hui est le plus grand producteur et exportateur du blé au monde. Nous exportons également de la volaille, du bœuf, des huiles végétales, des glaces et autre produits surgelés, à des tarifs défiant souvent toute concurrence.

La Russie exporte non seulement des produits alimentaires, mais aussi des techniques de production et de conservation qui peuvent aider le Gabon à aboutir à l'autosuffisance agro-alimentaire. On trouve dès à présent des volailles (poulet, dinde) d'origine russe dans les magasins de Libreville. Mais dans plupart des cas, ce sont des intermédiaires français qui les font venir au Gabon. Les entreprises russes comptent établir les liens directs avec les distributeurs gabonais afin de diminuer les coûts. Elles sont prêtes également à proposer d'autres produits russes à même de séduire les consommateurs gabonais.

Nous comptons beaucoup sur l'établissement d'un partenariat plus efficace et mutuellement bénéfique.

ECONOMIE GABON + : Le bois gabonais est également vendu en Russie, mais via la Chine. Pourquoi cet intermédiaire ?

Ainsi que je l'ai déjà indiqué, la Russie importe et exporte déjà du bois directement, sans intermédiaire. Mais je dois avouer que cette performance est faible. Pour l'année écoulée, les résultats ne dépassent pas 120 000 dollars. Comme vous l'avez mentionné, la majeure partie de nos importations de bois du

Nous comptons beaucoup sur l'établissement d'un partenariat plus efficace et mutuellement bénéfique

Gabon passe actuellement par des intermédiaires chinois. La seule raison de cette décision tient à ce que nos opérateurs connaissent mieux la réglementation en vigueur en Chine et importent dans ce grand pays de grandes quantités de bois de tous les coins du monde. J'espère bien qu'avec le développement de contacts avec les producteurs locaux et l'amélioration du climat des affaires au Gabon, qui doit se traduire en premier lien par plus de facilités d'installation et de travail pour les sociétés étrangères, nous verrons les investisseurs russes venir dans ce pays, y compris dans l'industrie de bois.

ECONOMIE GABON + :
Pensez-vous qu'à moyen terme, la Russie s'investira dans le secteur industriel et si oui dans quelle filière ?

D'après ce qui précède, vous pouvez constater que les vecteurs de développement de la coopération entre nos deux pays sont nombreux. La Russie est disposée à soutenir en particulier les projets industriels, notamment compte tenu du contexte actuel où les autorités russes ont décidé de s'investir de nouveau en Afrique. La Russie fait son grand retour sur le continent africain. D'ici à 2024,

Plusieurs entreprises russes auraient manifesté auprès des autorités gabonaises leur intérêt d'investir au Gabon

nous avons l'objectif stratégique de doubler nos exportations vers l'Afrique.

Il me semble que les partenaires russes sont en mesure de contribuer au secteur de l'agriculture en proposant de nouvelles technologies de gestion et de traitement des semences, ou en partageant leur savoir-faire en matière de conservation des aliments.

À l'instar de l'expérience de nos partenaires africains, nous pouvons également conclure des accords de coopération dans les domaines aérospatial et militaire, commercial, économique ou énergétique.

ECONOMIE GABON + :
Nous savons que la Russie s'intéresse aussi au pétrole gabonais. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Plusieurs entreprises russes auraient manifesté auprès des autorités gabonaises leur intérêt d'investir au Gabon, notamment dans le domaine pétrolier. En l'occurrence, il est question des géants pétroliers russes Rosneft et Lukoil, et de la compagnie nationale de pétrole Zarubezhneft.

À l'heure actuelle, les sociétés russes TatNeft et Zarubezhneft sont en cours des négociations avec les partenaires gabonais.

L'exploration du bassin sédimentaire gabonais, subdivisé en trois sous-bassins, et l'exploitation des gisements pétroliers dont il regorge, ont toujours intéressé les investisseurs russes. Dans cette perspective, la compagnie nationale russe Zarubezhneft a démarré des négociations avec les autorités gabonaises depuis plus d'un an, dans le but de faire son entrée dans la filière au Gabon.

Nous espérons que beaucoup d'autres compagnies suivront leur exemple après le sommet, motivant ainsi les milieux d'affaires à réaliser des projets en Afrique.

Je suis certain que la participation de la délégation gabonaise au forum économique « Russie – Afrique » et les visites d'entrepreneurs gabonais en Russie programmées l'an

prochain vont créer les conditions favorables à l'élargissement de la coopération entre nos pays et attirer les investisseurs russes.

ECONOMIE GABON + :
Chaque année, le gouvernement de la Fédération de Russie octroie aux citoyens gabonais des bourses d'études dans les établissements de l'enseignement supérieur russes. Depuis combien d'années ? Quelles sont les conditions d'obtention de ces bourses ?

En effet, le gouvernement de la Fédération de Russie octroie chaque année des bourses d'études dans les établissements de l'enseignement supérieur russes à des citoyens gabonais. Aujourd'hui, presque 200 étudiants gabonais font leurs études en Russie. Pour l'année scolaire 2019/2020, le Gabon a

Le Gabon a bénéficié de 12 bourses, mais leur nombre augmente chaque année

bénéficié de 12 bourses, mais leur nombre augmente chaque année.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Agence nationale des bourses gabonaise, afin de bien définir les besoins du pays et mieux servir les objectifs du développement du pays. En dehors des bourses de coopération, de nombreux étudiants gabonais désirent faire leurs études en Russie à leurs propres frais.

Je voudrais aussi parler de l'organisation RACUS qui a été fondée à Saint-Petersbourg à l'initiative et avec le soutien du groupe des universités d'État russes. Elle travaille avec grand succès dans plusieurs pays africains, y compris le Gabon, pour assister ceux qui souhaitent étudier dans les universités d'État russes et assurer le soutien et le suivi pendant leurs études en Russie.

L'ambassade demeure en contact avec les représentants de l'Association nationale des ex-étudiants en Russie, qui compte plus de 700 promus des universités soviétiques et russes au Gabon ■

* L'acronyme BRICS désigne cinq pays qui occupent une part de plus en plus importante dans l'économie mondiale : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.



RENTÉE SCOLAIRE

Une rentrée scolaire sans stress : c'est avec BICIG !

Assurer la rentrée scolaire de vos enfants n'est plus un problème. Du 20 août au 31 octobre 2019, obtenez facilement **un crédit de 300.000 à 5.000.000 FCFA**, remboursable en **10 mensualités** au maximum.

Taux de Base Bancaire + 4% soit 15% HT
Frais de dossier :
1 - Crédit sans garantie :
- XAF 42.000 HT si montant accordé inférieur ou égal à XAF 1.000.000
- XAF 67.000 HT si montant supérieur à XAF 1.000.000
2 - Crédit avec garantie :
- XAF 27.000 HT si montant accordé inférieur ou égal à XAF 1.000.000
- XAF 52.000 HT si montant supérieur à XAF 1.000.000



Avançons ensemble

www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000. Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 Fax : + 241 01 74 40 34
Email : bicignet@bnpparibas.com

INTERVIEW DE MONSIEUR BOILEAU YEYINOU LOKO – FMI, CHEF DE MISSION GABON

LA REPRISE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE SE POURSUIT

La croissance régionale devrait atteindre 3,5 % en 2019. Cette moyenne masque des différences considérables entre les pays de la région. Où se positionne le Gabon ? Economie Gabon + a été reçu par Monsieur Marcos Poplawsky Ribeiro, représentant du FMI résident au Gabon et Monsieur Boileau Yeyinou Loko, chef de mission du Gabon.

Anne-Marie Jobin



■ Anne-Marie Jobin interview Monsieur Boileau Yeyinou Loko

ECONOMIE GABON + : La 3e revue a permis au FMI de décaisser environ 100 millions de dollars. À quelles fins ces fonds ont-ils été utilisés ?

Les ressources du FMI constituent un soutien au financement de la balance des paiements des pays. À ce titre, ces fonds peuvent servir à financer le déséquilibre observé au niveau de la balance des paiements, y compris à travers une augmentation des réserves internationales.

Notre mission actuelle à Libreville comporte deux volets. Le premier porte sur les consultations au titre de l'article 4. Ces consultations ont lieu dans tous les pays membres du FMI avec pour objectif de faire un état des lieux de la situation économique. Il s'agit aussi de discuter avec les autorités des objectifs macroéconomiques qu'elles se fixent à moyen terme et des politiques qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour y parvenir. Le deuxième volet porte sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme élargi de crédit (MEDC).

Lors de notre séjour à Libreville, nous avons discuté avec les autorités gabonaises des réformes à même de générer une croissance hors pétrole plus forte, soutenable et plus inclusive. Dans ce cadre, la

manière d'augmenter les marges de manœuvre du gouvernement pour investir davantage dans les infrastructures et les dépenses sociales a été au cœur de nos discussions.

Nous avons convenu avec les autorités qu'il était impératif d'augmenter les recettes publiques, notamment en renforçant les administrations des impôts et des douanes et en élargissant l'assiette fiscale. Il est nécessaire aussi d'améliorer la gestion des finances publiques et la qualité des dépenses publiques. Le FMI intervient sous forme d'assistance technique dans ces différents domaines.

Enfin, il a été convenu que la poursuite des efforts en cours visant à améliorer le climat des affaires est indispensable pour générer une croissance soutenable et plus forte. Il s'agit de faciliter davantage la création et le développement des entreprises, notamment petites et moyennes. Il sera aussi important de développer une stratégie d'inclusion financière nationale.

ECONOMIE GABON + : Votre mission à échéance 2020 prévoyait une 4e revue en juin 2019. Nous sommes en septembre et celle-ci n'est toujours pas décaissée. Quel est ou quels sont le ou les

problèmes ? Est-ce dû uniquement aux critères de réalisation ? Si oui, quels sont-ils ? À quel niveau se situe blocage ?

La mission pour la 4e revue était prévue pour le début de l'année 2019 afin de faire le point sur les résultats à fin décembre 2018. Cependant, ces résultats n'étaient pas très probants et le gouvernement avait besoin d'un délai supplémentaire pour mettre en œuvre des réformes et prendre un certain nombre de mesures correctrices. Par exemple, il était important que le gouvernement améliore la gestion de la trésorerie et la coordination entre le Trésor et la Direction de la dette pour éviter l'accumulation d'arriérés extérieurs. Il fallait aussi que des efforts additionnels soient effectués pour augmenter les recettes internes. Nous avons donc convenu avec les autorités qu'il était préférable de décaler cette échéance le temps de mettre en place les réformes nécessaires. Des progrès importants ont été réalisés depuis lors.

ECONOMIE GABON + : Nous savons que les décaissements des organismes apporteurs d'appuis budgétaires sont conditionnés aux accords du FMI. Si le FMI ne débloque pas,

les autres banques non plus (BAD, Banque mondiale...). Qu'en est-il au regard des conséquences envisageables ?

Les organismes apporteurs d'appuis budgétaires se fondent très souvent sur leurs propres conditions et programmes avec le pays pour décaisser leur apport. Parfois, l'existence d'un programme avec le FMI peut être une des conditions d'autres partenaires.

ECONOMIE GABON + : Le problème de la dette intérieure demeure la première préoccupation des entreprises du pays. La lourdeur de cette dette bloque les investisseurs déjà implantés au Gabon. Dans quelle mesure le FMI peut-il prendre position ?

Le gouvernement a payé la totalité du stock existant d'arriérés extérieurs et a pris des mesures pour éviter toute accumulation dans ce domaine. Nous encourageons les autorités à en faire de même avec les arriérés intérieurs afin de contribuer à la relance de l'investissement privé. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'apurer le stock existant, mais aussi de prévenir l'accumulation de nouveaux arriérés. Ceci nécessite notamment de mettre en place des mécanismes efficaces pour optimiser la gestion de la trésorerie de l'État et parvenir à une stricte application des règles et procédures d'exécution du budget. Il faut aussi poursuivre les efforts de déploiement et de modernisation des systèmes d'information budgétaires et comptables et étendre leur utilisation à tous les organismes autonomes et unités extrabudgétaires.

ECONOMIE GABON + : Un autre problème de la plus haute importance pour les entreprises demeure. Il s'agit de la réglementation des changes qui est un frein au développement économique du pays. Que met en place le gouvernement pour agir auprès des banques commerciales afin de garantir la fluidité des transferts (suivant la réglementation de la BEAC) ? Quel est votre avis à ce sujet ?

Ce sujet est traité au niveau régional et fait l'objet de discussions entre la Banque centrale et les parties prenantes.

ECONOMIE GABON + : Dans le cadre de la diversification de l'économie, sujet auquel le FMI est très attaché, êtes-vous satisfait des résultats et quels sont-ils ?

Dans les années 90, le pétrole comptait pour 50 % du PIB. Aujourd'hui, c'est moins de 25 %. La politique de diversification a commencé à porter ses fruits, notamment avec un accroissement des exportations qui pesaient 1/6 il y a une dizaine d'années pour être montées à 1/3 aujourd'hui.

Il faut continuer à améliorer l'environnement des affaires pour favoriser l'investissement privé. Dans ce cadre, il est primordial de dégager des ressources pour développer les infrastructures et investir davantage dans le capital humain. C'est tout le sens du travail que nous faisons avec les autorités, à savoir renforcer la collecte des recettes, améliorer la gestion et la qualité des finances publiques pour dégager des marges pour les dépenses d'investissement et les dépenses sociales. Il faut aussi poursuivre les mesures en cours pour réduire les contraintes réglementaires au développement des entreprises privées.

ECONOMIE GABON + : La 5e revue est programmée comme étant la dernière. Selon quelle conditionnalité le FMI restera-t-il aux côtés du Gabon ?

Attendue normalement au mois de juin 2020, la 6e revue sera la dernière pour le programme en cours. Le programme a commencé en 2017 et depuis lors, des progrès notables ont été réalisés pour juguler la crise née de la chute des prix internationaux du pétrole en 2014. Le cadre macroéconomique est stabilisé et l'activité économique a redémarré. Mais beaucoup reste à faire pour générer une croissance plus forte et plus inclusive et permettre aux Gabonaises et Gabonais de commencer à récolter véritablement les fruits de leurs sacrifices. Le FMI se tient prêt à continuer à travailler avec le gouvernement et le pays pour une croissance plus forte et plus inclusive, porteuse d'emplois et réductrice de la pauvreté. Ceci requiert notamment des mesures fortes et ambitieuses pour améliorer la gouvernance, accroître la mobilisation des recettes internes, améliorer la gestion et l'efficacité des finances publiques et assurer un environnement des affaires plus attractif et favorable à l'investissement privé ■

LE PÉTROLE AU GABON : DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Le Gabon compte parmi les dix premiers pays producteurs pétroliers d’Afrique subsaharienne et produit de l’or noir depuis plus de 50 ans. Le pays a atteint son pic de production il y a 12 ans, avec 370 000 barils par jour. Sa production actuelle est de 200 000 barils par jour. Pour compenser le déclin naturel des champs arrivés à maturité, le gouvernement concentre son attention sur les ressources offshore, qui représentent plus de 70 % des réserves.

La rédaction



■ Plateforme pétrolière offshore

Cette année, l’agenda du pays est à la fois important et chargé. Lancé lors de l’Africa Oil Week l’an dernier, son 12^e cycle d’octroi de licences pour les eaux

profondes et peu profondes est toujours en cours. Avec le soutien du Fonds monétaire international, le gouvernement a adopté la version révisée de son code des hydrocarbures qui est fiscalement

plus attractive que la précédente, et Petronas a annoncé avoir signé deux permis d’exploration supplémentaires. Selon les estimations, les deux blocs offshore (F12 et F13) ont une capacité de production de 200 000 barils par jours (bpj).

« Tout d’abord, je voudrais dire que le Gabon est, de longue date, un des pays producteurs de pétrole les plus sûrs d’Afrique », avait déclaré Pascal Houangni Ambourou, ministre gabonais du Pétrole lors de l’Africa Oil Week de l’année passée. « À l’heure actuelle, la plupart des puits pétroliers sont arrivés à maturité, et c’est pour cette raison que le gouvernement gabonais a adopté un ensemble de mesures, comme la révision du code des hydrocarbures, afin

d’optimiser la production de ces puits matures, mais aussi d’encourager l’exploration et la découverte de nouveaux gisements en eaux profondes ».

« En outre, à l’heure où les majors se tournent vers l’exploitation pétrolière et gazière en eaux profondes, ces mesures encourageront l’arrivée de nouveaux acteurs. Les prospections en cours montrent que le Gabon dispose d’intéressantes ressources en termes de pétrole et de gaz ».

La région compte actuellement 30 champs pétrolifères en production, ce qui fait du Gabon le cinquième pays producteur d’Afrique. Cependant, la production est en déclin. Fin 2013, le gouvernement gabonais lançait son 10^e cycle d’appels d’offres qui a débouché sur la signature de huit nouveaux contrats de partage de production avec Marathon, Petronas, Repsol, Noble & Woodside, Impact Oil & Gas et Ophir. Tous ont lancé leurs programmes d’exploration. Un autre cycle a été lancé il y a un peu plus de deux ans, mais le gouvernement a été contraint de le suspendre en raison de la faiblesse des cours du pétrole et de conditions financières insuffisamment attrayantes à l’origine des récents amendements au code des hydrocarbures.

d’octroi de licences offshore du Gabon, qui devrait se terminer fin septembre 2019.

« Non seulement les données à large bande augmenteront la résolution et amélioreront la caractérisation des systèmes de turbidites qui représentent des cibles potentielles d’exploration, mais elles fournissent également une imagerie de pénétration profonde avec de faibles fréquences, ce qui facilite la description de la nature de la roche », ajoute Sophie Zurquiyah. Mme Zurquiyah en veut pour exemple la découverte en 2018 de Boudji-1 et Ivela-1, respectivement par Petronas et Repsol.

FORAGE DU CHAMP D’ETAME

L’une des sociétés actives au Gabon, Vaalco Energy, effectue actuellement une campagne de forage dans le champ offshore d’Etame. Vaalco estime qu’il pourrait y avoir jusqu’à 4,6 millions de barils de pétrole brut récupérable dans les réservoirs Dentale, sous le champ d’Etame. Si ces ressources sont présentes dans le Dentale, la société devra forer des puits supplémentaires pour exploiter ces réservoirs.

« Nous avons entamé la première phase de notre stratégie de croissance, à commencer par le puits d’évaluation d’Etame 9P, où nous cherchons à sécuriser d’importantes ressources dans la formation Dentale, dans l’optique de futures opportunités d’exploitation », déclare Cary Bounds, PDG de la société. « Les ressources que nous ciblons ont été identifiées dans les réservoirs pétrolifères Dentale découverts lors de forages sous le réservoir Gamba, dans le champ Etame. Le puits d’évaluation Etame 9P est la première d’une série de nombreuses opportunités visant à générer une valeur substantielle pour nos actionnaires en convertissant ces ressources en réserves d’une manière rentable ».

RETROUVEZ LE GABON À L’AFRICA OIL WEEK

L’annonce du nouveau code des hydrocarbures a été un événement. Le ministère et la DGH (Direction générale des hydrocarbures) se sont efforcés de créer des conditions idéales pour attirer les investissements dans le pays. En particulier, l’élimination complète de l’impôt sur les sociétés devrait susciter l’intérêt des CPI et des CPN à l’échelle internationale.

L’Africa Oil Week, qui est l’une des destinations clefs de la tournée de présentation du 12^e cycle d’octroi de licences au Gabon, a particulièrement retenu l’attention des acteurs du secteur en termes de gisements offshore ■



TÉLÉRÉALITÉ 100% GABONAISE

À partir du vendredi 11 octobre, Canal + SPORT vous invite à vivre une aventure humaine et sportive incroyable : la BASKET ACADEMY by Canal +.

Anne-Marie Jobin

La BASKET ACADEMY by Canal +, ce sont 20 jeunes Gabonais âgés de 15 à 18 ans qui rêvent de devenir les stars du basket de demain. Pendant plus d’un mois, ils vont séjourner à la Basket Academy, présidée par Willy-Conrad Asseko, où ils participeront chaque jour à un entraînement intensif encadré par trois coaches. Ces jeunes ont tous le même objectif : devenir l’un des 10 meilleurs joueurs destinés à faire partie de l’équipe nationale U18 du Gabon. Ces derniers s’envoleront au Bénin pour représenter le Gabon lors du tournoi UBA, UNITED BASKETBALL AFRICA. Entre passion et doutes, fous rires et larmes, dépassement physique et mental, la BASKET ACADEMY by Canal + est un grand feuilleton de sport et une belle leçon de vie...

DÈS LE 11 OCTOBRE À 19H15 GMT.

Tournée comme une émission de télé-réalité, la BASKET ACADEMY by Canal + suit au plus près le quotidien de ces 20 jeunes Gabonais, accompagnés de 55 personnes (kinésithérapeutes, ostéopathes, intendants...) mobilisées pour leur sérénité.

À travers 6 épisodes, les téléspectateurs de 25 pays pourront vivre les différents moments clefs de cette aventure parmi lesquels les adieux à leurs familles, leur arrivée et installation à la Basket Academy, campus entièrement rénové et conçu pour la performance, leur séjour rythmé par les entraînements, les conseils personnalisés des trois coaches exigeants et des intervenants extérieurs, mais aussi les temps de détente et de partage... Sans oublier le rendez-vous quotidien au confessionnal, la délibération du jury pour sélectionner les 10 meilleurs basketteurs pour représenter le Gabon au tournoi UBA au Bénin.

Interview de Monsieur Loukoumanou WAIDI, Directeur général de BGFIBank Gabon

BGFIBANK, UNE AUTRE DIMENSION

Le groupe BGFIBank travaille à atteindre ses objectifs à l’horizon 2020. La dynamique d’accélération de la transformation des hommes et des pratiques bancaires au service de la performance est l’objectif clairement visé depuis 4 ans. « C’est en gardant la confiance de nos clients que nous atteindrons l’excellence ». Le défi est donc pour demain et c’est à cette tâche que s’attelle le nouveau directeur général de BGFIBank Gabon. Titulaire d’un diplôme d’ingénieur en génie civil et diplômé de l’IEF en administration économique et financière, Monsieur Loukoumanou Waidi a été nommé à la tête de BGFIBank Gabon le 06 Août 2019 par le conseil d’administration. Après des passages au Tchad et au Sénégal dans les mêmes fonctions, il quitte ainsi les fonctions de directeur général qu’il occupait depuis 4 ans au sein de la filiale de BGFIBank Cameroun. Il succède à Ludwine Oyen.

JAM

ECONOMIE GABON + : Monsieur Waidi, vous avez pris vos fonctions à la tête de BGFIBank le 9 septembre 2019. Dirige-t-on BGFIBank Gabon comme BGFIBank Cameroun ?

Oui et non.
Oui parce que nous avons un socle commun de gouvernance qui répond aux meilleurs standards internationaux en la matière au sein du groupe BGFIBank. Les règles et les outils de gestion sont les mêmes. Le dispositif réglementaire de la profession s’applique dans l’ensemble de la zone Cemac.

Non, parce qu’il faut compléter la connaissance de ce cadre institutionnel par la maîtrise de la structure économique et sociale du pays. De plus BGFIBank Gabon est la plus grande filiale du groupe, avec une histoire presque cinquantenaire. Ce sont autant de spécificités dont il faut tenir compte.

N’oublions pas que si le groupe BGFIBank est le premier groupe financier d’Afrique centrale, BGFIBank Gabon est l’établissement bancaire le plus important de la CEMAC. BGFIBank Gabon présente un total bilan dépassant 1200 mds de F CFA, avec des fonds

propres de plus de 110 mds et un résultat net annuel de plus de 15 mds en 2018.

ECONOMIE GABON + : Les objectifs à atteindre sont clairement exprimés. Quelles sont les méthodes employées pour y parvenir ?

L’essentiel est de fédérer l’ensemble des collaborateurs à la vision commune et à l’atteinte des objectifs du projet d’entreprise Excellence 2020. Cela nécessite un engagement total de ma part et un accompagnement des collaborateurs de tous les instants de la part de l’équipe dirigeante au sens large. BGFIBank Gabon compte plus de 600 collaborateurs attachés au quotidien à contribuer au rayonnement de notre banque. Les maîtres-mots sont pragmatisme et méritocratie à tous les niveaux de la hiérarchie.

ECONOMIE GABON + : Quelles seront vos premières actions pour obtenir une croissance maîtrisée, rentable et durable ? Quelles sont vos priorités, à quelles fins ?

Les premières actions engagées l’ont été en faveur de nos clients, en les mettant au centre de toutes nos préoccupations par l’impulsion d’une nouvelle dynamique commerciale fondée sur la proximité. Cette dernière se matérialise par des réponses rapides, quel que soit le sens de la réponse, et le traitement des dossiers et opérations confiées. Nous sommes soucieux de continuer sans cesse à améliorer le parcours et l’expérience de chacun de nos clients. Nous avons une exigence de qualité, car nous sommes certifiés ISO.

Par ailleurs, notre solidité financière nous donne une capacité d’intervention unique dans le marché bancaire de la Cemac. Pour les opérateurs et les investisseurs, notre banque est celle qui doit centraliser leurs opérations et transactions les plus importantes.

Ensuite, nous avons procédé à une réallocation de notre capital humain conforme aux objectifs assignés par le conseil d’administration. En effet, nous sommes soucieux de garantir une prise en compte progressive des préoccupations de nos collaborateurs dans le but de fidéliser nos talents. Nous travaillons également à la rationalisation de nos moyens matériels, avec la livraison en cours de notre nouveau siège.



■ Loukoumanou Waidi, Directeur général de BGFIBank Gabon

ECONOMIE GABON + : Au regard de la nouvelle réglementation des changes qui contraint les entreprises à rapatrier leurs avoirs extérieurs, adopterez-vous une politique nouvelle en fonction de l’importance des dépôts ? Le respect de cette loi vous permettra-t-il d’être plus libéral à l’étude des dossiers des demandes de crédits sollicitées par les entreprises ?

D’entrée, je tiens à préciser que le rapatriement des recettes d’exportation était déjà contenu dans le précédent texte, même si son application n’avait pas été totale. Maintenant, la nouvelle réglementation des changes doit être vue comme une opportunité qui permet aux banques de renforcer et de consolider leurs dépôts.

Il n’y a pas de lien direct entre cette loi et l’étude des dossiers de crédit. Par contre, on peut bien imaginer à terme un effet de la loi sur le développement des activités et des échanges dans la sous-région.

ECONOMIE GABON + : Dans sa présentation de l’activité de paiement par monnaie

électronique dans la CEMAC au cours de l’année 2018, la BEAC est également revenue sur le travail accompli par les banques de la sous-région pour la mise en œuvre de ce dispositif. BGFIBank Gabon s’est distinguée en offrant des services aux populations à travers une application téléchargeable sur Internet. Quel est le succès remporté par cette formule de paiement au Gabon ?

Nous avons créé l’application BGFIMobile qui est particulièrement plébiscitée par nos clients. Grâce au paiement électronique, elle a notamment contribué fortement à simplifier le règlement des services courants au quotidien tels que l’électricité, la téléphonie et le câble. Le paiement de ces services est disponible sur notre plateforme.

Les opérations sans carte sécurisées possibles à partir de notre application mobile, notamment le retrait sans carte, connaissent un franc succès et contribuent toute proportion gardée à réduire la monnaie fiduciaire en circulation ■

PUBLIRÉDACTIONNEL

TURKISH AIRLINES DÉPLOIE SES AILES

Le premier vol de Turkish Airlines de Libreville à Istanbul a été lancé en 2013, avec une fréquence trihebdomadaire. Aujourd’hui, le transporteur opère des vols quotidiens au départ de Libreville. Le Gabon est un pays très diversifié en termes de voyageurs aériens et de nombreuses compagnies aériennes opèrent à partir de sa capitale.

TURKISH AIRLINES ÉTEND SON RÉSEAU.

Turkish Airlines détient la couverture réseau la plus élevée en termes de nombre de pays internationaux. Actuellement, Turkish Airlines vole plus de 300 destinations, avec une flotte de 343 avions. En 2019, Turkish Airlines a plus à offrir à ses clients avec de nouvelles destinations comme Bali en Indonésie, Marrakech au Maroc, Sharjah aux États-Unis, Louxor en Égypte, Rovaniemi en Finlande, Mexico et Cancun au Mexique ou Pointe-Noire en République du Congo.

LA FLOTTE S’AGRANDIT

Cette année, Turkish Airlines a commencé à recevoir de nouveaux avions 787-900 Dreamliner. De plus, les gros porteurs Airbus A350 figurent sur la liste d’ici 2020. La taille actuelle de la flotte du transporteur est de 343 avions, et il possède l’une des plus jeunes flottes du secteur. Nos passagers apprécient Turkish Airlines pour expérimenter des vols haut de gamme : confort dans les airs en classe affaires et économique ainsi qu’une variété de cuisine turque et mondiale avec des services exclusifs tout au long du voyage.

LE GRAND DÉMÉNAGEMENT : À PROPOS DU NOUVEL AÉROPORT D’ISTANBUL

L’ouverture du nouvel aéroport d’Istanbul en avril 2019 est l’un des facteurs clés dans les plans de développement du transporteur et joue un rôle majeur dans la croissance du tourisme en Turquie. La situation géographique d’Istanbul, au carrefour des continents entre l’Europe, l’Asie, l’Afrique et le Moyen-Orient, fait de la plaque tournante de Turkish Airlines un centre d’opérations très important. Le nouvel aéroport a commencé ses opérations avec une capacité de 90 millions de passagers par an et, une fois toutes les phases terminées, pourra accueillir 200 millions de passagers. Le nouveau hub de Turkish Airlines a permis une expérience de voyage améliorée, offrant des services haut de gamme dans un tout nouvel environnement pour le confort de ses passagers.

LIBREVILLE, DESTINATION POPULAIRE.

Au cours des dernières décennies, Libreville est devenue une

capitale élégante et riche, une ville florissante avec des hôtels et des restaurants glamour pour le voyageur de luxe. Elle offre également de belles plages et un choix de marchés animés qui, ensemble, offrent un aperçu plus authentique de l’Afrique urbaine.

Pointe Denis Beach est le rivage d’une île voisine face à Libreville City, 30 minutes pour une promenade en bateau pour profiter du soleil et du sable de la Pointe Denis. C’est un rendez-vous très populaire parmi les touristes pour les activités nautiques comme la plongée en apnée, la natation, la navigation de plaisance et plus encore. L’un de nos principaux objectifs est de promouvoir Libreville comme destination touristique.

COMMENT LE TRAFIC AÉRIEN S’EST-IL DÉVELOPPÉ ENTRE LE GABON ET LE MONDE ?

Turkish Airlines est l’un des principaux transporteurs aériens reliant le Gabon au monde. Les clients gabonais voyagent volontiers tant pour leurs loisirs qu’à des fins professionnelles.

Turkish Airlines a participé à des voyages de familiarisation pour les agences de voyages, les Tour opérateurs et les journalistes gabonais afin de renforcer les partenariats et de leur faire découvrir nos produits et services.

En outre, nous avons été très actifs dans le parrainage de nombreux événements au Gabon, montrant ainsi l’engagement de Turkish Airlines dans des activités sociales et sportives locales.

L’événement le plus récent a été la Turkish Airlines World Golf Cup Amateurs organisée le 22 juin 19. Notre objectif était de rassembler les gens pour une visibilité sur le territoire afin d’améliorer les partenariats.

D’autres possibilités peuvent être soulignées afin de développer le trafic aérien, car le Gabon a une vision ambitieuse visant à accroître les exportations dans de nombreux secteurs tels que les produits forestiers ou les activités minières. Nous espérons répondre aux besoins de nos clients corporate au Gabon et dans toute la région, et relier le Gabon au monde. ■

INTERVIEW DE MADAME EMRIE RAISSA MONDOS, PRÉSIDENTE DE L'AGACI ASSOCIATION GABONAISE DES AUDITEURS ET CONTRÔLEURS INTERNES

LUMIÈRE SUR L'AUDIT ET LE CONTRÔLE INTERNE

L'AGACI est une association apolitique créée en 2016 par des professionnels des métiers de l'audit et du contrôle interne. Elle regroupe à ce jour une soixantaine d'adhérents provenant du secteur privé et public. L'AGACI est membre de l'Union francophone de l'audit interne et de la Fédération africaine des auditeurs internes. Elle est également partenaire de l'Institut français des auditeurs et contrôleurs internes. L'AGACI a entamé son processus d'affiliation à l'Institut international des auditeurs internes qui est une association mondiale des professionnels de l'audit interne regroupant plus de 200 000 membres dans plus de 170 pays. Les différents scandales financiers qui ont défrayé la chronique aux USA et en Europe ces 20 dernières années ont favorisé l'essor des métiers de l'audit et du contrôle interne dans le monde de l'économie mondiale. Madame Emrie Raïssa Mondos, Présidente de l'AGACI, répond à nos questions.

Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + :
Qu'est-ce que l'AGACI ?

L'Association gabonaise des auditeurs et contrôleurs internes est une association apolitique, non confessionnelle, à but non lucratif, régie par la loi 1901. Elle regroupe les professionnels de l'audit de contrôle interne et toutes autres personnes intéressées par les métiers de contrôle. Les étudiants en cycle de formation audit et contrôle sont aussi concernés s'ils souhaitent faire de l'audit interne ou du contrôle interne leur métier d'avenir. Le but est de promouvoir les métiers, vulgariser les bonnes pratiques professionnelles, développer une plateforme d'échange et de partage de référence sur toutes les questions liées à ces métiers.

ECONOMIE GABON + : Est-ce à dire que vous faites aussi de la formation ?

La formation fait partie des activités conduites par l'AGACI. Nous proposons des thèmes liés à la pratique de ces métiers pour permettre aux participants de renforcer et développer les capacités techniques pratiques d'exercice.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est l'origine de votre démarche pour en arriver à créer cette association d'auditeurs internes ? Sur quelle analyse vous êtes-vous appuyée ?

Cette idée est née lors de ma participation à un événement organisé à Paris par l'IFACI (Institut français des auditeurs et contrôleurs internes) en 2014 dont le thème était : « AUDIT IN SPOTLIGHT ». Cet événement a regroupé les professionnels et experts-métiers du monde autour des enjeux des métiers face aux changements de l'économie mondiale, des risques émergents et de plusieurs sujets relatifs aux pratiques professionnelles, comportement de l'audit etc. J'ai alors réalisé qu'à travers le monde, les auditeurs sont organisés, se réunissent, échangent, se forment pour adopter les bonnes pratiques, ce qui leur permet d'être au fait de tous les enjeux et défis de l'économie mondiale. Je me

suis posé la question pourquoi pas au Gabon ? Nous avons des professionnels dans ces corps de métiers dans notre pays, mais ils n'avaient pas l'opportunité de réfléchir ensemble, de communiquer et d'échanger sur leur métier, sur les bonnes pratiques à adopter, et de faire circuler l'information sur les enjeux économiques mondiaux qui sont souvent transposés et adaptés avant d'être personnalisés dans les pays. En rentrant de cette expérience, j'ai fait part de cette idée à d'autres professionnels qui ont tout de suite adhéré. L'AGACI a été créée et poursuit ses activités.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont vos objectifs et missions ?

Notre objectif est tout d'abord de valoriser les métiers de l'audit et du contrôle interne, de promouvoir les bonnes pratiques professionnelles en s'alignant sur le cadre normatif international. C'est aussi d'encourager la formation continue des professionnels, créer une plateforme d'échange, accompagner les structures dans la mise en place des services d'audit et de contrôle interne. C'est d'être un cadre de rencontre de l'offre et de la demande, d'accompagner les établissements supérieurs dans la mise en place de programmes de formation en adéquation avec la réalité en entreprise correspondant aux besoins des métiers concernés. C'est aussi de faire évoluer la profession en tenant compte de nos spécificités locales en évoquant ensemble des sujets relatifs, par exemple, aux limites auxquelles nous sommes confrontés. Certains auditeurs en poste dans des entreprises n'ont pas les outils nécessaires pour mener à bien leur mission. Nous travaillons donc au renforcement de nos capacités respectives pour remplir notre rôle qui consiste à donner l'assurance aux entreprises qu'elles emploient les bonnes méthodes afin d'atteindre leurs objectifs pour coller à la vision définie par les conseils d'administration, que les procédures obligatoires soient respectées etc. Quels que soient les domaines d'action, l'audit interne concourt à la maîtrise des enjeux majeurs de l'entreprise, la bonne gouvernance, la maîtrise des risques, le développement d'une

culture de contrôle, la recherche d'efficacité et de performance, et fournit une assurance sur la transparence et la fiabilité des informations qui circulent au sein d'une entreprise. Ce métier est devenu indispensable pour toute organisation et reconnu à l'échelle internationale.

ECONOMIE GABON + : Comment vous y prenez-vous ?

Nous menons des activités de sensibilisation, d'information, des formations, nous créons des ateliers « networking », des « café-talks » à thème. Le 02 août dernier, nous avons lancé les « Cafés de l'audit » pour une première session qui a réuni des professionnels dans un cadre détendu sur le thème : « L'Auditeur interne face au SyscOhada révisé ». Ces réunions nous rassemblent et nous permettent de parler des normes, des bonnes pratiques en fonction des lois, de l'actualité dans sa globalité. Le prochain « Café de l'audit » est prévu pour le 25/10/2019. L'auditeur interne doit être informé de tous les aspects qui touchent son environnement, cela lui permettra d'avoir les éléments pour répondre à l'une des finalités de sa mission qui est de créer de la valeur ajoutée à travers l'exercice de ses activités au sein de son organisation.

Comme énoncé ci-dessus, nous nous appuyons également sur la formation. C'est un point important pour que nos professionnels soient compétents, comme l'indique la Norme 1200 des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne promulguée par l'IIA. La prochaine formation est prévue pour le mois de novembre et va traiter de la méthodologie de conduite d'une mission d'audit.

Nous encourageons la certification professionnelle des auditeurs. L'auditeur interne se doit de tendre vers la certification suprême qui est la CIA (Certified Internal Auditor®). Cette certification confère le titre d'expert.

ECONOMIE GABON + : Comment fonctionne votre association en interne ? Qui sont les 15 membres actifs ?



Emrie Raïssa Mondos, Présidente de l'AGACI

Les membres actifs du bureau composent le noyau dur, comme dans toutes organisations de ce genre. Ils occupent les postes de président, trésorier, secrétaire, commissaires aux comptes et leurs adjoints et composent aussi la cellule technique qui gère les comités, notamment de communication, relations internationales... Les autres membres participent, soutiennent les actions de l'AGACI et assistent aux manifestations d'intérêt commun.

ECONOMIE GABON+ : Vous êtes membre de l'UFAI, de l'AFIA et avez un partenariat avec l'IFACI, pourquoi ? Quels avantages ?

Avec nos objectifs et missions, il est important que nous soyons en réseau avec les organismes, instituts et associations qui nous ont précédé dans la valorisation de nos métiers, la promotion des bonnes pratiques et le regroupement des professionnels autour des questions qui lient la bonne exécution de nos activités. Ainsi, nous nous alignons sur les standards qui encadrent la profession, nous bénéficions d'une proximité avec des experts-métiers, nous participons aussi à la réflexion commune sur les enjeux-métiers. Nous avons de la visibilité et cela soutient la crédibilité de notre association. Par ailleurs, cela apporte au Gabon une présence dans la mobilisation du déploiement de ces activités partenaires de la bonne gouvernance. Ces organismes ont tous une particularité. Ils nous donnent accès à un vivier d'expertises, d'expériences, de connaissances et utilisent un savoir-faire reconnu à l'échelle internationale. Toutes ces organisations sont agréées par l'IIA (Institute of internal audit). Il s'agit de l'organisme d'envergure mondiale qui promulgue et dicte les normes, qui vulgarise les informations et documente les associations d'auditeurs.

ECONOMIE GABON + : Qui peut adhérer à l'AGACI et comment ?

Les entreprises, les professionnels métiers et autres métiers de contrôles, les étudiants en cycle, les consultants et toutes les personnes qui portent un intérêt aux métiers de l'audit et du contrôle interne peuvent être membre de l'AGACI. Nous sommes des bénévoles qui dispensons nos conseils de professionnels avertis. Nos méthodes appliquées d'accueil et de transférabilité de nos données permettent l'accessibilité aux informations destinées à des professionnels.

ECONOMIE GABON + : Quels sont les différents partenariats auxquels vous êtes liés et que vous apportent-ils ?

L'ANPI est un partenaire de 1^{er} loge, il nous accompagne dans la réalisation de nos activités par la mise à disposition d'une salle selon le type de nos besoins, BGFIBank Gabon nous soutient aussi dans la réalisation de nos activités. La CNSS nous accorde également sa confiance et participe à toutes nos formations, le Trésor public ainsi que la SCG-RE nous font confiance et sont à nos côtés ainsi qu'OGAR assurance. La conscientisation des entreprises sur les aspects de gouvernance, de maîtrise des risques, d'efficience des contrôles et opérationnels, les conduit à favoriser le déploiement des métiers d'audit et de contrôle interne et donc le renforcement des capacités des collaborateurs chargés de l'exercice de ces activités. Plusieurs entités prennent attache avec nous et nous espérons continuer ainsi parce que pour mener à bien une bonne gouvernance, pour être performant, il est nécessaire d'adopter les bonnes méthodes et d'appliquer les lois ■

UFAI (Union francophone des auditeurs internes) ; AFIA (Fédération africaine des auditeurs internes) ; IFACI (Institut français des auditeurs et contrôleurs internes) ; IIA (Institut des auditeurs internes).

COMMUNIQUÉ

LOGISTIQUE AFRICAINE : SIX RECOMMANDATIONS
POUR RÉVOLUTIONNER LE SECTEUR

Dans un rapport publié le 10 octobre, AFRICA CEO FORUM et OKAN, cabinet de conseil en stratégie et en finance dédié à l'Afrique, livre ses recommandations pour faire bouger les lignes dans le domaine de la logistique africaine. Un élément clé pour le succès de l'intégration économique continentale.

Anne-Marie Jobin

La modernisation de la logistique africaine est l'un des chantiers les plus importants auxquels le continent fait face aujourd'hui. Malgré les progrès enregistrés ces quinze dernières années, notamment dans le domaine portuaire par lequel transitent 90 % du commerce continental, le secteur reste insuffisamment compétitif et moderne pour soutenir l'industrialisation et l'intégration économique africaine : le continent enregistre 23 fois moins d'investissements logistiques comparé à la Chine et compte uniquement 10 pays dans les deux premiers quartiles du Logistics Performance Index 2018, soit 15 % des États africains.

À l'heure où la zone de libre-échange continentale africaine entre dans sa phase opérationnelle, l'AFRICA CEO FORUM, en partenariat avec le cabinet OKAN, publie un rapport exclusif qui formule des recommandations pragmatiques visant à accélérer une véritable révolution du secteur de

la logistique africaine. Renforcer les capacités des États, structurer la logistique intra-africaine, accélérer la modernisation des ports ou encore prendre en compte les exigences de la classe moyenne : de Tanger à Djibouti en passant par Nairobi, Mombasa et Lomé, ce rapport s'appuie sur l'étude de cas de nombreuses success stories africaines et sur les nombreux défis qui freinent l'avènement du secteur pour dresser ces recommandations qui ont pour vocation de répondre aux besoins des investisseurs et entrepreneurs.

À l'image du baromètre des CEO africains publié en mars dernier, la publication de ce rapport exclusif fait écho à la mission de l'AFRICA CEO FORUM : mettre en lumière les défis rencontrés par les entreprises africaines, apporter des solutions concrètes et porter la voix du secteur privé sur les grands enjeux de développement du continent.

Fondé en 2011, OKAN

est un cabinet de conseil en stratégie et en finance dédié à l'Afrique. OKAN accompagne l'ensemble des acteurs du développement économique et social de l'Afrique (privés et publics), en offrant à ses clients les meilleures prestations pour la réussite de leurs projets critiques. Le conseil en stratégie comporte plusieurs volets : stratégie d'entreprise, stratégie publique, structuration de projet, appui à la mise en œuvre, tandis que le conseil financier concerne la levée de fonds (dette, fonds propres) et la fusion & acquisition.

À propos de l'AFRICA CEO FORUM

Fondé en 2012, l'AFRICA CEO FORUM réunit chaque année les décideurs des plus grandes entreprises africaines, investisseurs internationaux, dirigeants de multinationales, chefs d'État, ministres et représentants des principales institutions financières

actives sur le continent. Lieu de rencontres de haut niveau, de partage d'expériences et de décryptage des tendances affectant le monde des affaires, l'AFRICA CEO FORUM s'attache à proposer des solutions concrètes et innovantes pour faire avancer le continent et ses entreprises. À travers

ses initiatives Women in Business et Family Business, il vise également à accroître la représentation des femmes aux postes de décision sur le continent et à accompagner la transformation des entreprises familiales africaines. Organisé par Jeune Afrique Media Group, l'AFRICA CEO FO-

RUM propose également le Women in Business Annual Leadership Meeting, consacré aux femmes dirigeantes et a lancé en 2019 l'Africa CEO Network, réseau puissant et influent des décideurs en Afrique qui prolonge l'expérience de l'AFRICA CEO FORUM toute l'année ■



INVEST IN GABON

Agence Nationale de Promotion des Investissements

LE GUICHET DE L'INVESTISSEMENT

- FACILITATION POUR LES FORMALITÉS D'ENTRÉE AU GABON
- APPUI DANS LES FORMALITÉS D'INSTALLATION
- MISE À DISPOSITION D'INFORMATIONS SUR LES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES
- FACILITATION LOGISTIQUE
- SERVICE DE MISE EN RELATION D'AFFAIRES

104 Rue Gustave ANGUILE, Immeuble Serena Mall
BP : 3404 Libreville - GABON
Tél. : +241 01 76 48 48 / 04 58 24 24 / 04 58 25 25
contact@anpigabon.ga
www.investingabon.ga

L'AFRIQUE AU FEMININ

CANAL+ UNIVERSITY a le plaisir de vous annoncer la participation de la réalisatrice et journaliste gabonaise **Wivine Ovandong** à son programme de formation L'AFRIQUE AU FEMININ.

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux pour plus d'informations :

f L'Afrique Au Féminin

f CANAL+ GABON

CANAL+
UNIVERSITY



PUBLIREPORTAGE

INAUGURATION EN GRANDE POMPE DE LA STATION-SERVICE ENGEN À MAKOKOU

Sur le continent africain, VIVO ENERGY c'est : plus de 2700 employés permanents ; plus de 2000 stations-service ; plus de 1 000 000 m³ de capacité de stockage de carburant.

Anne-Marie Jobin

Quels sont vos objectifs au niveau Afrique ?

Devenir la société d'énergie la plus respectée d'Afrique est la conséquence logique d'affaires faites dans le respect des règles, de l'optimisation du potentiel de nos employés et de nos partenaires commerciaux et de la création de nouvelles références en matière de qualité, d'excellence, de sécurité et de responsabilité sur le marché de l'énergie en aval d'Afrique. Une fois que nous y serons parvenus, et nous sommes en bonne voie, nous aurons le droit d'être appelés société d'énergie la plus respectée d'Afrique et nous saurons que cela représente la réelle mesure de notre réussite. Notre engagement à appliquer et maintenir des normes internationales rigoureuses en matière de santé, de sûreté, de sécurité et d'environnement (HHSE) est au cœur des préoccupations de notre entreprise et c'est le principal facteur de différenciation pour VIVO ENERGY en Afrique. Notre objectif d'être le meilleur en matière de HSSE n'est pas distinct de l'ensemble de nos ambitions, il fait partie intégrante de notre plan d'entreprise.

Où en est VIVO ENERGY ENGEN au Gabon ?

VIVO ENERGY distribue du carburant sous la marque ENGEN dans plus de 2000 stations-service installées sur le territoire.

INAUGURATION DE LA STATION SERVICE ENGEN DE MAKOKOU

Samedi 5 octobre, la ville de Makokou et les Ogivains étaient en effervescence. À l'occasion de l'inauguration de la station-service ENGEN, Monsieur Noël Mboumba, ministre du Pétrole, du Gaz et des Hydrocarbures, était accompagné de Monsieur Bilie By Nze, ministre des Affaires étrangères, de Monsieur Rigobert Ikambouayat Ndeka, ministre de la Communication et de l'Économie numérique, de Madame Prisca Koho épouse Nlend, ministre de la Promotion et de l'Intégration de la Femme au Développement, chargée de la lutte contre les violences faites aux femmes, de Monsieur le Gouverneur de la province de l'Ogooué Ivindo et de Monsieur le maire de Makokou. Toutes ses personnalités ont honoré de leur présence cette cérémonie inaugurale.

Monsieur Issa Issa a prononcé son chaleureux discours à l'endroit des Ogivains venus nombreux accueillir ce parterre d'invités prestigieux. Il a déclaré :



■ Coupure du ruban par Monsieur Noël Mboumba, ministre du Pétrole, du Gaz et des Hydrocarbures



■ Station Engen de Makokou



« C'est avec un réel plaisir que je me tiens devant vous, au nom de Vivo Energy Gabon, pour vous souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues, mais également pour vous exprimer mon immense joie de vous recevoir tous aujourd'hui sur ce site à l'occasion de

l'inauguration de la station-service de Engen à MAKOKOU.

Vivo Energy est un groupe international de nationalité néerlandaise opérant dans la production, la distribution et la commercialisation de produits pétroliers

dans 15 pays d'Afrique sous la marque Shell et 9 autres sous la marque Engen. Vivo Energy se caractérise par une stratégie d'investissement agressif en Afrique. Ainsi, au titre de nos réalisations après sept mois seulement de présence au Gabon, nous pouvons citer : la mise à niveau du cigare, tuyauterie, pipeline et installation électrique selon les normes de l'Institut américain du pétrole, de notre Centre emplisseur gaz ; la réouverture de la station Engen Moanda après 3 ans de fermeture ; la station communautaire de Mekambo en partenariat avec la Caistab ; la création de cinq postes additionnels dans l'organigramme de notre société ; le programme Jeunes Talents qui sera lancé avant la fin du mois de novembre et qui permettra à quelques meilleurs étudiants de nos universités de bénéficier d'un stage d'immersion en entreprise pour une durée d'un an ; et aujourd'hui, l'inauguration de la station Engen Makokou, avec une capacité de stockage de 80 m³ dont l'investissement repose sur un financement Vivo Energy sur fonds propres.

Signalons au passage qu'il s'agit là de l'investissement le plus important dans la province depuis plus d'une décennie. Par cet investissement, Vivo Energy compte apporter sa pierre à l'édifice pour résoudre les difficultés d'approvisionnement dans la ville ; contribuer au développement économique de Makokou, améliorer la sécurité des populations en leur épargnant de transporter le carburant, activité hautement dangereuse ; freiner la vente illicite des produits pétroliers ; et créer des emplois directs et indirects.

Je ne saurais terminer ce propos sans adresser mes vifs remerciements à tous les partenaires qui nous ont accompagnés dans la réalisation de ce projet. Je pense particulièrement à BACOREF, SOMIP, GRMP, CODALEC, STRUCTURA et bien d'autres dont l'apport a été capital » ■

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE
SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE. AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET... REDECouvrez L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez
ce code
avec votre
Smartphone
et visitez
nous



TOTAL VOUS REMERCIE DE VOTRE CONFIANCE



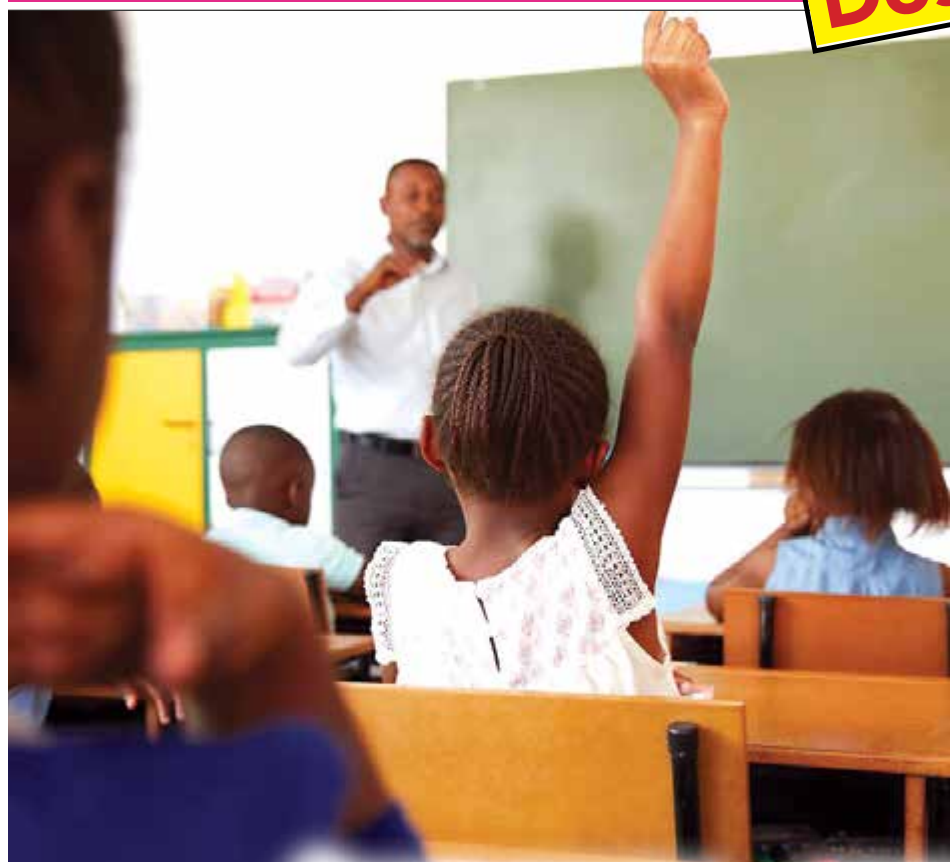
**DE PRESENCE
AU GABON**

TOTAL MARKETING GABON



TOTAL

COMMITTED TO BETTER ENERGY



ÉDUCATION – FORMATION – EMPLOI TRIO GAGNANT

Le système éducatif mondial, et par conséquent le système africain, est en pleine transformation, avec des changements majeurs qui constituent une rupture forte par rapport aux systèmes classiques de transmission du savoir. Sous la pression des besoins de l'économie d'une part, et des possibilités qu'offrent les technologies numériques d'autre part, se construisent des services flexibles répondant à la demande. La compétition s'intensifie dans une bataille qui, dépassant les frontières des États, est aujourd'hui celle des contenus dans un marché concurrentiel de l'éducation et de la formation qui représente environ 9 % du PIB mondial.

Il faut impérativement réduire l'écart qui s'accroît entre les qualifications disponibles et les besoins du marché

du travail, que l'on se place sous l'angle de l'emploi public ou privé. Le problème se pose cependant avec une plus grande acuité dans l'espace africain, notamment francophone, où se conjuguent forte croissance démographique et croissance économique. Le capital humain sera ainsi un facteur déterminant de la réussite des stratégies nationales d'émergence.

L'éducation est identifiée par McKinsey comme le second secteur dans lequel Internet peut avoir un impact décisif en termes de productivité, après les services financiers. L'enjeu aujourd'hui pour l'Afrique, et ce peut être la valeur ajoutée de la dimension régionale, est donc de réaliser un saut technologique et pédagogique capable de répondre à une demande massive pour ouvrir la voie à des modalités d'acquisition des compétences et des savoir-faire.

L'autre évolution majeure tient à des tendances lourdes mises en évidence par une enquête de Wise en 2014, qui montrent qu'à l'horizon 2030, la certification professionnelle aura le même poids que le diplôme. Les frontières entre formation initiale, formation continue et formation professionnelle vont s'estomper pour ouvrir la voie à des dispositifs de formation tout au long de la vie. De ce fait, la place de l'école, le rôle des enseignants, sont appelés à évoluer rapidement.

La montée du chômage et du sous-emploi ne s'explique pas seulement par l'arrivée en masse de jeunes dans des systèmes éducatifs déjà saturés. La tendance actuelle montre le caractère durable du chômage des diplômés qui remet profondément en cause la confiance dans les dispositifs de formation des élites. La durée du

chômage s'accroît avec le nombre d'années passées à l'université, comme le montrent par exemple des enquêtes récentes (2013) au Cameroun, au Gabon ou au Togo, alors même qu'environ seulement 2 % d'une classe d'âge poursuit des études supérieures, ce qui est insuffisant (source WB/McKinsey 2013).

Le système éducatif peine donc à s'adapter aux réalités économiques et aux changements, car il est historiquement construit dans une perspective d'intégration dans l'emploi public. Désormais, la professionnalisation est devenue l'enjeu majeur. Celle-ci ne doit plus être réservée à la seule formation technique et professionnelle, mais doit désormais être abordée dans l'ensemble du système éducatif, qu'il soit public ou privé ■

« UNE SOCIÉTÉ QUI NE PARVIENT PAS À EXPLOITER L'ÉNERGIE ET LA CRÉATIVITÉ DE SA JEUNESSE RESTERA AU BORD DU CHEMIN », KOFI ANNAN

Fils de l'ancien Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, Kojo Annan a défendu la ressource la plus importante de l'Afrique : ses jeunes. Il a profité de son discours liminaire prononcé lors du 9e Forum de recherche annuel Afrique-Australie à Perth, en Australie occidentale, pour exhorter la communauté africaine mondiale à soutenir les jeunes du continent.

La rédaction

Cette initiative vise à renforcer les liens de l'université Murdoch avec l'Afrique via son expertise en recherche et innovation, son intérêt stratégique et ses capacités de réseautage en Australie, en Afrique et dans le monde.

La troisième commission se concentre sur les six thèmes fondamentaux du programme d'action considérés par l'Africa progress panel tels que des études plus approfondies, une politique d'innovation plus audacieuse, une mise en œuvre plus rapide sur le terrain, un leadership politique renforcé, ainsi que la conception et le déploiement de solutions de recherche innovantes.

Entrepreneur et investisseur aguerri, M. Annan a reconnu l'importance de s'adresser au monde entier pour soutenir son appel à recourir à des mesures plus drastiques permettant de faire avancer et de mettre en œuvre un programme de transformation propre à l'Afrique. « Nous avons de nombreuses occasions de transformer l'histoire de l'Afrique, empreinte de pauvreté et de corruption, en une histoire d'abondance, d'équité et de leadership puissant et moderne, systématiquement axée sur l'humain », a déclaré M. Annan. Le continent dispose de vastes réserves d'or, d'argent, de diamant, de pétrole, de cuivre, de bois, etc. Pourtant, ces ressources ne suffisent pas pour aider le continent à sortir

de la pauvreté. L'Afrique devrait consacrer davantage d'attention à sa ressource essentielle : les jeunes.

Avec environ 60 % de sa population âgée de moins de 21 ans, l'Afrique est le plus jeune de tous les continents. Cependant, les jeunes Africains sont confrontés à la perspective du chômage. La Banque africaine de développement a signalé que 12 millions de jeunes étaient entrés sur le marché du travail africain en 2015, contre seulement 3,1 millions d'emplois créés.

M. Annan précise que, toutes les 24 heures, 22 000 jeunes Africains rejoignent les rangs des chômeurs, ce qui l'a amené à fonder une



Kojo Annan, homme d'affaires ghanéen

organisation appelée Africa10 dont l'objectif est de libérer le potentiel de la jeunesse africaine par le sport et l'éducation.

« Il est temps de transformer notre vaste population de jeunes chômeurs en une force économique. Nous devons leur fournir les bons outils, les former et libérer leur potentiel. Comme le dit le proverbe africain : il est temps de réaliser qu'il faut tout un village pour élever un enfant, et que nous sommes ce village », a-t-il déclaré.

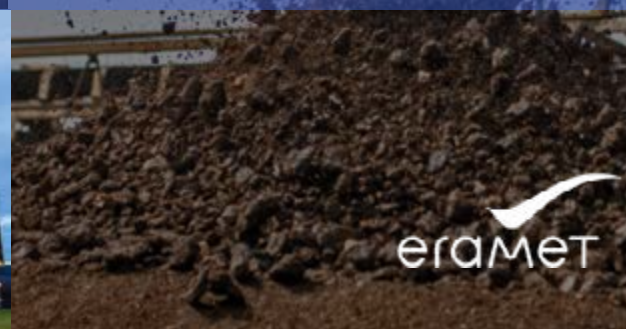
Dans son allocution d'ouverture de la Semaine de l'Afrique, la professeure Eeva Leinonen, vice-présidente de l'université

Murdoch, a souligné l'importance de collaborer pour atteindre des objectifs mondiaux communs. « Ce n'est qu'en effectuant, ensemble, des recherches que nous pourrions aboutir à de nouvelles connaissances et résoudre des problèmes d'envergure mondiale », a déclaré Mme Leinonen.

« Grâce à des initiatives telles qu'Africa Down Under et le Forum de recherche Afrique-Australie, nous pouvons mieux comprendre les structures efficaces permettant d'exploiter la formidable puissance cérébrale africaine à l'échelle mondiale » ■



Nous produisons plus que du Manganèse



LA ZONE ÉCONOMIQUE DE NKOK EST LA PLUS AVANCÉE DE L'ESPACE CEMAC

Le 3 octobre, Economie Gabon + a été convié par Monsieur Igor Nyambie Simard, administrateur général de la ZES de Nkok, à se joindre à l'ensemble des premiers conseillers des ambassades implantées au Gabon pour une large présentation de la Zone économique spéciale de Nkok.

Anne-Marie Jobin

Les arguments avancés pour motiver les investisseurs potentiels à rejoindre cette zone d'activités multisectorielles ne manquent pas. Les voici résumés en quelques lignes : zéro impôt sur les dividendes ; zéro impôt sur la propriété foncière ; 10 ans d'exonération d'impôts sur les sociétés ; 25 ans d'exonération de TVA ; 100 % rapatriement de fonds ; 100 % propriété étrangère autorisée ; 10 ans d'exonérations douanières sur les importations des équipements, des machines et des pièces de rechange.

Mise en service en octobre 2012 grâce à un PPP signé entre le groupe OLAM et la République gabonaise, cette zone a pour mission initiale d'offrir un cadre favorable à l'industrialisation et à la diversification de l'économie nationale par l'investissement direct étranger (IDE). Traversée par la voie ferrée, elle est construite sur 1 126 hectares dédiés à la transformation du potentiel en ressources naturelles du Gabon. Elle est également totalement indépendante en eau (6 millions de litres d'eau et en électricité (70 MW).

À 27 km de Libreville, 30 km de l'aéroport et 30 km du port d'Owendo, le choix du lieu est géostratégique, connecté par voie ferrée, terrestre et maritime. Le guichet unique héberge 22 administrations mises au service des entreprises installées dans la zone. 15,4 hectares sont réservés à une sous-zone commerciale et 44 hectares réunissent 120 villas et dortoirs. Le parc industriel héberge des industries multisectorielles : transformation du bois, métallurgie, agro-industrie, pharmacologie, BTP, chimie. 16 nationalités sont représentées, deux banques ont ouvert leurs guichets tandis qu'une caserne de pompiers, un poste de gendarmerie, un service ambulancier, un système de gestion d'ordures ménagères et industrielles, un data center et une cafétéria sont en service permanent.

Ce descriptif a déjà séduit 94 entreprises de production dont 65 sont en activité. Ces dernières ont généré un total

**Zéro impôt sur les dividendes ;
zéro impôt sur la propriété foncière ;
10 ans d'exonération d'impôts sur les sociétés ;
25 ans d'exonération de TVA ; 100 % rapatriement de fonds ;
100 % propriété étrangère autorisée ;
10 ans d'exonérations douanières sur les importations des équipements, des machines et des pièces de rechange**



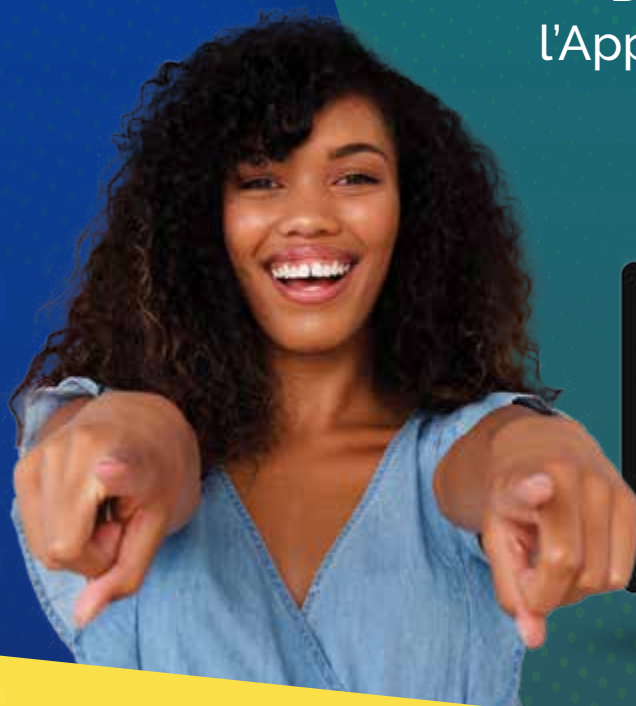
d'IDE de 560 mds de F CFA et créé plus de 4 000 emplois. Le secteur bois constitue 70 % de l'activité. Depuis le 1^{er} octobre, l'agence indépendante TRACER de Nkok travaille pour garantir à 100 % la traçabilité des grumes qui entrent dans la zone.

Concernant les projets en cours, quatre d'entre eux ont retenu notre attention : un élevage et une production de poulets de chair sur 12 hectares pour une capacité de production de 35kT/

an correspondant à un investissement de 150 millions de dollars ; la construction de deux centres de formation spécialisés dans les secteurs du BTP et des TIC soutenue par la Banque mondiale ; une usine de « santé pharma » pour la fabrication de médicaments génériques destinés au marché local et international ; la construction d'un important centre de formation spécialisé dans les métiers de l'industrie, avec une capacité d'accueil de 1 000 étudiants ■

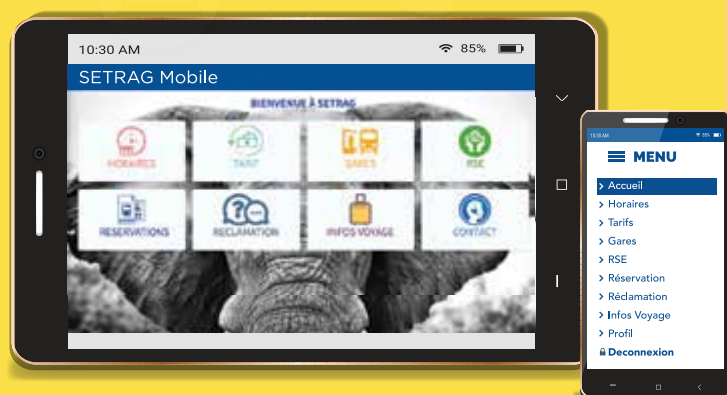
SETRAG
Société d'Exploitation du Transgabonais

eramet



Découvrez le site Web et l'Application mobile de SETRAG

Rendez-vous sur
www.setrag.ga



Téléchargez l'Application SETRAG mobile sur

DISPONIBLE SUR
Google Play

Disponible sur
App Store

Obtenir sur
Microsoft

Pratique & Utile

L'IEFA : DES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT ADAPTÉES À NOTRE ÈRE

L'IEFA est un institut international spécialisé dans la formation des enseignants et des formateurs en ingénierie pédagogique E-Learning et Blended Learning, partenaire du « Réseau Campus Virtuel Avicenne » RCVA. Partant de l'expérience des projets mis en œuvre par l'UNESCO dans plus de 49 pays membres, IIEFA apporte des solutions adaptées pour le développement des compétences pédagogiques et l'utilisation des TICE (technologies de l'information et la communication pour l'éducation) pour améliorer la qualité de l'enseignement.

La rédaction

Dès novembre 2019, l'IEFA propose sur son site à l'immeuble BICP à Batterie IV, des cours de soutien à l'endroit des élèves de la troisième à la terminale en mathématiques, science physique, SVT, français et anglais. À la différence des autres cours de soutien, il est assigné à chaque coach-enseignant un objectif à atteindre avec son groupe de 12 apprenants maximum. L'IEFA ne vend pas le temps passé en face à face pédagogique, mais la connaissance transmise aux apprenants. En effet, outre le face à face pédagogique, le coach-enseignant et les apprenants disposent d'une plateforme de e-learning (avec un forum de discussion) qui leur permet de continuer leur activité d'apprentissage de façon ludique. Apprendre devient un jeu.

Les formations aux métiers du numérique débiteront à l'IEFA en janvier 2019. De nouveaux métiers se créent tous les jours pour répondre à des enjeux sans cesse renouvelés touchant aux réseaux, à la conception, au développement (web et mobile), mais aussi à l'organisation (la transformation digitale) et à la sécurité des systèmes et des données enregistrées chaque jour (big data). L'IEFA se propose de former des jeunes à ces nouveaux métiers. Pour une meilleure adéquation formation-emploi, l'IEFA met en œuvre l'approche par compétence (APC).




**D' OCTOBRE 2019
À JUIN 2020**

SOUTIEN SCOLAIRE
Pour les élèves de la Troisième à la Terminale, en présentiel et en ligne.

MATIERES CONCERNEES :
Package : Mathématiques/ Science Physique-Chimie
SVT/ Français.
Option : Anglais
Méthode : Coaching personnalisé avec un contrat d'objectif.

Inscription plus
tous les jours
50 000 FCFA

Site au Boulevard Georges Pompidou, dans l'enceinte
de BICP à 20m du feu tricolore Batterie IV, en venant de la ville

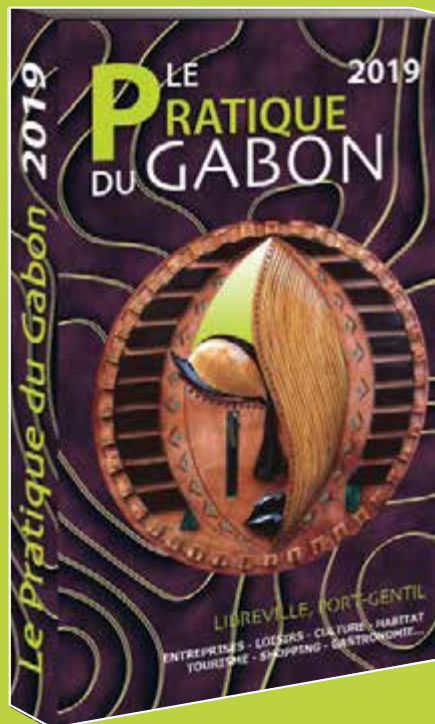
+241 07 41 81 93 / +241 07 27 72 70 08 78 78 08

www.iefagabon.fr
info@iefagabon.fr

MÉTIERS	INTITULÉ DIPLÔME	NIVEAU D'ÉTUDES
Géomarketeur	Ingénieur / Doctorat en géo-informatique	Bac + 5
Data engineer	Ingénieur de données et big data	
Data scientist		
Chief digital officer	Ingénieur en cloud computing Master en transformation digitale	
Software asset manager – SAM		
Expert en cybersécurité	Master en cybersécurité	
Auditeur SSI		
Concepteur de système d'information	Master en conception de système d'information	
Manager support IT	Master en informatique et management des entreprise	Bac + 3
Développeur d'applications mobiles	Licence professionnelle en développement d'applications	
Technicien support utilisateurs	Licence professionnelle en support IT	
Assistant fonctionnel		

LE PRATIQUE DU GABON

- ✓ Un guide format poche
- ✓ Une appli gratuite
- ✓ Un site internet



L'Appli à télécharger sur



www.lepratiquedugabon.com



Pour être présent dans l'édition 2020
contactez-nous au 01 77 59 35

LA SOBRAGA S'ENGAGE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Avec près de 1 500 emplois directs sur l'ensemble du territoire national et des dizaines de milliers d'emplois indirects à travers le réseau de distribution de boissons, la Sobraga compte parmi les plus gros employeurs du pays. À ce titre, la formation professionnelle tient depuis toujours une place importante dans sa stratégie managériale. Des actions à l'endroit des populations sont menées dans le cadre de sa politique RSE.

Anne-Marie Jobin

Dans son parcours depuis près d'un demi-siècle pour faire de ses brasseries gabonaises un fleuron de l'industrie du pays, la Sobraga a toujours mis au cœur de sa stratégie les hommes et les femmes qui la composent. À cet effet, la formation professionnelle tient une place importante dans le développement de son activité, les compétences devant être renouvelées sans cesse pour s'arrimer aux plus hauts standards internationaux.

Dans l'ensemble des services et dans les départements industriels en particulier, d'importants investissements ont été mis en œuvre pour former les ressources locales aux technologies brassicoles modernes, notamment grâce à l'accueil d'experts

formateurs internationaux et au départ à l'étranger de nombreux employés pour des formations spécifiques.

Soutenue par une politique sociale forte qui permet de longues carrières au sein de l'entreprise, l'organisation des services a également été aménagée pour permettre la formation des jeunes par les employés expérimentés. Chaque année, une centaine d'employés bénéficie d'une formation spécifique.

En externe, engagée dans une politique RSE proactive depuis plusieurs années, la Sobraga a entrepris de promouvoir la formation professionnelle pour lutter contre le chômage et le désœuvrement.

Ainsi la Sobraga cofinance depuis 2015 le programme Mini-Entreprise

de l'ONG JA Gabon, qui permet de former chaque année des centaines de lycéens à l'entrepreneuriat. Plus qu'un mécène, la Sobraga se positionne en mentor pour plusieurs jeunes entreprises qui émanent de ce programme, en les accompagnant dans l'élaboration des business models, des stratégies de communication et dans la prospection.

La Sobraga a également répondu à l'appel du ministère du Travail pour le lancement du programme des Contrats d'apprentissage jeunesse (CAJ), qui doit permettre de faciliter l'employabilité des jeunes en leur offrant un premier emploi et un encadrement de formation au sein d'un département de l'entreprise.

Le partenariat conclu en mars 2018 entre la Sobraga et le ministère du Travail chargé de l'insertion des jeunes a permis de former plus de 200 jeunes Gabonais de 16 à 35 ans, avec ou sans qualification, dans les secteurs de l'industrie, du marketing, du commercial, etc. et elle continue à le faire. Une initiative qui permet



d'offrir à ces jeunes « une expérience professionnelle, de leur apporter un véritable accompagnement, de développer leurs compétences et de renforcer leurs capacités à affronter le marché du travail au terme de leur apprentissage jeunesse », avait ainsi déclaré le ministre de tutelle lors de la signature du contrat.

Ces initiatives sont en droite ligne avec les engagements de la Sobraga en termes de responsabilité sociale, qui doivent permettre d'améliorer le quotidien et le cadre de vies des populations en impulsant un développement socio-économique durable et solidaire ■

ERRATUM

Economie Gabon+ présente ses excuses à ses lecteurs et à la direction de la Sobraga pour la qualité défectueuse de l'annonce publicitaire parue dans son édition de septembre 2019.

Economie Gabon+
Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

DÉCOUVREZ GRATUITEMENT TOUTE
L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON

Avec Economie Gabon+ restez :
+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS



Retrouvez tous
nos journaux en
version numérique
sur notre site internet



www.economie-gabon.ga

INTERVIEW DE MADAME RADIA GARRIGUES, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE JA GABON.

LE RÉSEAU JUNIOR ACHIEVEMENT FÊTE SES 100 ANS

Fondée en 1919, Junior Achievement Worldwide (JA Worldwide) fête ses 100 ans cette année. Il s'agit de la plus grande organisation non gouvernementale dédiée à l'éducation des jeunes. Ses programmes sont une véritable initiation à la compréhension de leur environnement économique et social, leur donnent le goût d'entreprendre et les préparent au monde du travail. L'organisation est présente sur tous les continents dans 121 pays dont 15 se situent dans la région subsaharienne.

La rédaction

JA Gabon est une association de droit gabonais reliée au réseau JA. Soutenue par l'État gabonais, elle a été co-financée pour son lancement par l'entreprise américaine de BTP Bechtel dans le cadre de sa stratégie de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et continue son développement à travers des financements multiples lui permettant d'implémenter de nouveaux programmes. JA Gabon gère l'incubateur national mis en place en 2014 et l'Espace PME depuis 2016. Ce vivier de jeunes entrepreneurs est une aubaine pour l'ensemble des acteurs économiques du pays, même si le chemin à parcourir reste encore long.

ECONOMIE GABON+ : Quel chemin parcouru depuis l'ouverture de cette antenne ! En aout 2019, vous avez divulgué quelques chiffres éloquentes : 5 950 jeunes formés en éducation financière – 10 200 formés à l'employabilité – 500 à l'entrepreneuriat, dont 49 startups et 23 entreprises créées... Au-delà de ces formations, quel est le taux de réussite des engagements de ces 16 800 jeunes bénéficiaires de vos formations ?

Tout dépend ce que vous appelez « réussite » ! La plus grande réussite de JA au Gabon a été de redonner à l'entrepreneuriat ses lettres de noblesse. Nous savons tous désormais qu'une des réponses au chômage des jeunes est l'auto-emploi. Pour y parvenir, il faut non seulement inspirer les jeunes, les former, mais aussi les accompagner. C'est ce que nous nous efforçons de faire depuis 6 années maintenant.

En effet, nous développons des programmes différents pour chacune des cibles. Tous nos programmes n'amènent pas à l'insertion. Certains sont destinés à la sensibilisation à l'entrepreneuriat, d'autres sont des formations collectives, d'autres encore aident les demandeurs d'emploi à mieux se préparer à leur recherche d'emploi et enfin une proportion réduite conduit à la création d'entreprise. Car avant de les lancer, il faut d'abord intéresser les jeunes à se tourner vers l'entrepreneuriat et la création d'entreprise.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le modèle économique de JA Gabon ? Par qui êtes-vous financés ?

Le modèle de JA à travers le monde repose sur 3 fondamentaux : le premier est que les programmes sont gratuits, mais les implémenter engendre des coûts, donc nous avons recours à des bénévoles pour nous aider (2^e aspect fondamental) et à des partenaires financiers (3^e) pour financer le reste des charges.

Nous concernant, notre modèle économique ne cesse d'évoluer. Comme vous le souligniez plus haut, nous avons été soutenus dès la création par l'entreprise Bechtel. Puis, considérant dès 2014 que l'entrepreneuriat

était une solution pour les jeunes Gabonais, le Président de la République, SEM Ali Bongo Ondimba, nous a fortement soutenus durant 4 années. À son initiative, nous avons créé le Grand Prix de l'Excellence pour promouvoir les startups. Depuis deux ans, les bailleurs de fonds s'intéressent à nos actions et dans ce cadre, nous avons géré des projets d'incubateurs (celui de POG et de Mouila avec l'Union européenne en 2017 et celui de Nkok, destiné au bois, pour le compte de l'ANPI à travers un financement de la BAD).

Mais les entreprises restent des partenaires privilégiés, car il ne faut pas l'oublier, JA a été créé en 1919 par des entrepreneurs. Les entreprises sont l'âme de JA. Elles jouent un rôle majeur dans notre philosophie. En effet, JA a été conçu pour rapprocher les jeunes du monde du travail à travers ses programmes, donc comment imaginer le faire loin des entreprises ? Ce serait totalement paradoxal. C'est pourquoi nous proposons aux entreprises plusieurs types de partenariats : les partenariats financiers (dons en numéraire), le mécénat de compétences (mise à disposition gratuite de ressources humaines de l'entreprise) et enfin en nature (dons en nature et services).

Dans ce cadre, nous travaillons étroitement avec la CPG, Confédération patronale gabonaise, que je salue ici pour son implication à nos côtés, afin de développer l'écosystème entrepreneurial du Gabon. La CPG partage notre vision qui consiste à développer le tissu économique des startups, TPE et PME, qui seront les grandes entreprises de demain.

ECONOMIE GABON+ : Êtes-vous représentés dans les 9 provinces du Gabon ? Les programmes appliqués tiennent-ils compte du développement économique spécifique de la région ?

Vous faites bien de me poser la question. En effet, l'un des reproches que nous avons souvent entendu, et à juste titre, était d'être concentrés sur la capitale. Nous avons pourtant organisé des programmes et des événements en province, mais nous avons dû les gérer depuis Libreville. En février 2018, nous avons reçu mandat du gouvernement, à travers le ministère des PME, de développer un réseau d'incubateurs à l'échelle nationale. C'est ainsi, et au vu de nos résultats précédents, que l'Union européenne a proposé à l'État



■ **Radia Garrigues,**
Directrice exécutive de JA Gabon

gabonais que la subvention du 11^e FED (Fonds économique de développement) nous soit octroyée. Nous y travaillons depuis deux ans, mais la convention de financement sera signée dans les jours prochains et nous pourrions nous déployer en province pour les trois prochaines années, afin de renforcer les établissements publics où seront créés les incubateurs.

Au nombre de 7, les incubateurs seront sectoriels et répondront aux besoins des localités et des entreprises. Sont concernés les secteurs stratégiques du PSGE à savoir l'agriculture, la pêche et la pisciculture, le bois, les déchets et les services. Ils seront installés dans des lycées techniques, dans des CFPP ou à l'université. Les programmes débiteront au début de l'année 2020.

ECONOMIE GABON+ : Comment vous voyez-vous dans 3 ans ? Quels sont vos perspectives ?

Notre cœur de métier est d'inspirer les jeunes à entreprendre, à mieux s'insérer dans le monde du travail et de les accompagner dans ces démarches. Mais nous nous rendons compte aussi que les entreprises traversent une crise économique forte à travers le monde et qu'il est souvent difficile pour elles de nous soutenir financièrement alors qu'elles ont de véritables défis à relever en interne et sont parfois elles-mêmes en danger. Nous devons donc également les accompagner. C'est ainsi que nous sommes de plus en plus sollicités par des entreprises souhaitant bénéficier d'un accompagnement dans leur recherche de solutions. Je pense que par son savoir-faire, ses connaissances, ses compétences et son réseau, JA Gabon peut effectivement aider les entreprises gabonaises à relever leurs défis et être en meilleure santé.

Comme je le dis souvent, nous sommes un trait d'union entre le monde académique, le monde des affaires et le monde politique. L'essentiel pour nous est de servir et de créer des synergies dans nos actions. Unissons nos efforts pour avoir plus d'impact. Seule, JA Gabon ne pourra pas tout changer. Mais ensemble nous pouvons le faire ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

KOBU

VENEZ DÉCOUVRIR
NOTRE OFFRE SPÉCIALE
DU MERCREDI
AU RESTAURANT KOBU

À PARTIR DE 17H00

ENTRÉE CHAUDE
PLAT
DESSERT

19 000 FCFA
PAR PERSONNE

TÉL: 01 44 80 00
05 40 57 93

SUSHI MANIA

FEEL THE DIFFERENCE

radissonblu.com/hotel-libreville

UN PARCOURS EXEMPLAIRE

Anne-Marie Jobin

Mais qui est Thierry Oriez ? Quel est le parcours qui lui a permis en juillet 2014 d'obtenir la présidence de la société J.M. Weston, chausseur et maroquinier de luxe français ? Au regard du thème de notre dossier du mois, Éducation, Formation et Emploi, il est intéressant de revenir sur sa carrière, au titre de l'exemplarité. Le 18 octobre, nous ne lui poserons qu'une seule question :

Monsieur Oriez, vous prenez le temps de venir au Gabon depuis la France afin de valoriser et promouvoir les métiers manuels. Pourquoi un intellectuel comme vous se voue-t-il à cette cause ?

Après avoir partagé sa vie entre l'Afrique, les États-Unis et l'Amérique du Sud jusqu'à son adolescence, il poursuit brillamment

ses études et sort diplômé de l'Institut des Sciences politiques de Paris et de l'ESSEC. Il commence sa carrière comme chef de produit dans l'industrie agroalimentaire, au sein du groupe Nestlé, puis entre chez Lesieur Alimentaire, Groupe Eridania Beghin-Say. Nommé au poste de directeur marketing, il participe à la réorganisation complète de la segmentation du marché des huiles alimentaires et des condiments, et s'implique fortement dans le

développement qualitatif de l'huile d'olive sur le marché français et européen.

Passionné de création et de design, il rejoint la société Baccarat en 1995. En tant que directeur général adjoint, il met en place une stratégie de diversification de l'offre autour des bijoux et des luminaires, faisant appel à des créateurs comme Ettore Sottsass et Mathias afin que la marque retrouve le goût de l'exceptionnel. Président directeur général de Christofle de 2007 à 2014, il a pour mission de redéployer la marque tout en poursuivant la restructuration du groupe. Pour ce faire, Thierry Oriez recentre l'entreprise sur son métier d'excellence, l'orfèvrerie, l'alimentant par une création vitale et ambitieuse, et poursuit le développement de la marque à l'échelle internationale. En juillet 2014, il rejoint le groupe EPI en prenant la présidence de la société J.M. Weston, chausseur et maroquinier de luxe français ■



■ Thierry Oriez, président de J.M. Weston

Thierry Oriez animera une conférence à l'Institut français de Libreville Vendredi 18 octobre à 18h30, sur le thème des métiers manuels et leur valorisation.

CANCER DU SEIN : LA 6^e ÉDITION DE LA CAMPAGNE OCTOBRE ROSE EST SUR LES RAILS !

Anne-Marie Jobin

Initiée par la Fondation Sylvia Bongo Ondimba en 2014, la campagne Octobre Rose revient cette année dans sa 6^e édition. Cette caravane de dépistage des cancers féminins se poursuit dans plusieurs centres de santé du Gabon jusqu'au 31 octobre 2019 et rencontre, comme à l'accoutumée, un grand succès.

C'est à Franceville, dans la province du Haut-Ogooué, que Sylvia Bongo Ondimba a lancé la campagne nationale Octobre Rose le 28 septembre 2019 dernier. Cette campagne a été déployée au sein du « Village Rose », un espace dédié au conseil, au dépistage et au bien-être où l'on peut rencontrer des spécialistes tels que des psychologues et nutritionnistes. Depuis son lancement en 2014, la campagne Octobre Rose connaît chaque année un franc succès, comme le démontrent les chiffres. En effet, plus de 360 000 personnes ont été sensibilisées et plus de 57 000 femmes dépistées. Accessible à toute femme âgée de plus de 25 ans, le dépistage est gratuit tout au long de l'année dans les structures de santé publique.

Pour pérenniser ces actions dans le temps, la Fondation Sylvia Bongo Ondimba a mis en place 53 unités de dépistage sur l'ensemble du territoire et développé des partenariats stratégiques à l'image de celui noué avec le Marathon du Gabon. Plusieurs acteurs issus du secteur privé ou associatif manifestent dorénavant un réel intérêt pour cette problématique majeure de la lutte contre les cancers féminins.

Utilisé par des personnes, entreprises et organismes, le ruban rose est aujourd'hui le symbole mondial de la lutte contre le cancer du sein. Le Gabon n'est pas en marge de cette pratique. Durant toute la période de sensibilisation, des rubans roses tricotés à la main par les patientes de la « Maison d'Alice » seront disponibles au sein de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba au prix unique de 500 F CFA. Les recettes de ces ventes seront intégralement reversées aux malades du cancer et au programme « Agir pour le cancer ». Cette initiative s'inscrit dans la politique sociale de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba qui soutient les femmes dans l'acquisition d'une vraie indépendance économique ■





APPEL À CANDIDATURE

Dans le cadre de son engagement pour le développement durable et la diversité des genres, GSEZ lance un programme de formation destiné à **50 femmes Gabonaises**. Agées entre 25 et 40 ans, ces femmes seront formées pour les métiers de **chauffeur poids lourds et opérateur d'engins**. Cette formation inédite vise à créer des opportunités de carrière pour des femmes dans les **métiers dits « masculins »**.

Deux objectifs majeurs de GSEZ sont ainsi mis en avant :

1. La promotion de la diversité et l'inclusion du genre féminin aux métiers dits « masculins »
2. Le développement des compétences des femmes dans ces différents métiers

La formation qui durera 9 mois permettra aux participantes d'acquérir des compétences théoriques et pratiques. Elle se tiendra dans la commune d'Owendo sur le site du Port Minéralier de GSEZ dans la province de l'Estuaire.

Conditions d'éligibilité au Programme :

- Etre de nationalité gabonaise
- Avoir entre 25 et 40 ans
- Avoir un niveau scolaire de 3^e minimum
- Avoir un permis B pour les femmes intéressées par la formation de chauffeurs poids Lourds

En prime, les participantes bénéficieront durant toute la formation de :

- Une allocation mensuelle
- Un moyen de transport avec des horaires de formation flexibles dans le strict respect de la législation du travail en matière de travail des femmes en République Gabonaise

Les candidates devront fournir les documents suivants (dossier de candidature) :

- Une lettre de motivation
- Un CV + demi carte photo
- Une copie de la pièce d'identité
- Une copie du permis de conduire pour la formation de chauffeur poids lourd

50 places disponibles :

- chauffeurs poids lourds
- opérateurs d'engins

L'entreprise pourra si nécessaire améliorer les mesures d'accompagnement de ses participantes.

Les participantes qui compléteront la formation avec succès se verront attribuer un diplôme de fin de formation délivré par le Ministère en charge de la Formation Professionnelle.

Dépôt de candidature

Les candidates devront déposer leurs candidatures :

- ➔ Aux bureaux de GSEZ sis aux Galeries Tsika à Mbolobolo, Libreville
- ➔ Soit encore par email à l'adresse : formationfemmes@arisenet.com

Le dernier délai de dépôt des dossiers est fixé au lundi 19 octobre 2019

A PROPOS DE GSEZ

Gabon Special Economic Zone, est un acteur économique leader dans le paysage industriel national et régional. Créé en 2010, GSEZ est un partenariat public-privé entre Olam International Ltd, la République Gabonaise et Africa Finance Corporation.

En 7 ans, GSEZ a développé avec succès plusieurs infrastructures d'envergure au Gabon :

GSEZ Special Economic Zone	GSEZ New Owendo International Port	GSEZ Mineral port	GSEZ Airport
L'un des plus grands parcs industriels d'Afrique sub-saharienne qui s'étend sur 1126 ha avec 126 investisseurs venant de 18 pays, opérant dans 17 industries différentes.	Un port moderne et multifonctionnel doté de toute une gamme d'installations logistiques ainsi qu'un terminal pour la gestion de marchandises de vrac à des prix avantageux.	Un terminal à la pointe de la technologie pour les clients qui opèrent principalement dans l'industrie minière et importent/exportent des marchandises telles que le manganèse, le sable, le gravier, etc.	GSEZ a repris la gestion de l'aéroport de Libreville en octobre 2018 et a entrepris un vaste programme de rénovation du terminal et de l'aéroport en général.



Une filiale d'ARISE Holding

INTERVIEW DE MONSIEUR GABRIEL NTOUGOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANPI (AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS)

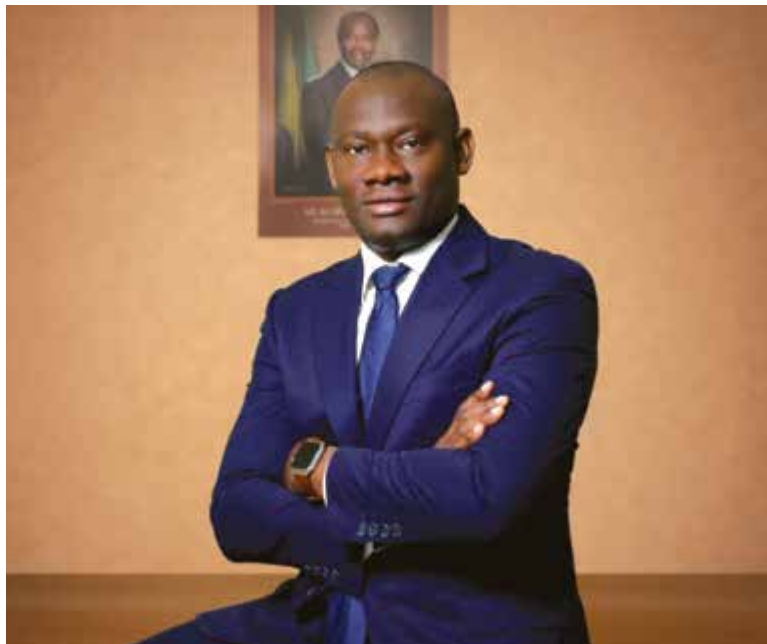
L'ANPI ENGAGÉE DANS LA RÉALISATION DE SES MISSIONS

Le décret 311/PR/MPIHAT du 25 septembre 2014 crée l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon) qui reprend les attributions de trois agences précédentes : le Centre des entreprises (formalisation et développement des entreprises), Promogabon (soutien à l'entrepreneuriat et accompagnement des entreprises), et l'Agence de promotion des investissements et des exportations. L'ANPI-Gabon est également chargée de promouvoir les partenariats public-privé et d'assurer le secrétariat technique du Haut conseil pour l'investissement, cadre de dialogue paritaire chargé de la facilitation du climat des affaires et de la promotion des partenariats économiques entre le secteur privé et le secteur public.

La rédaction

L'ANPI regroupe désormais l'ensemble de ces activités. Elle a pour mission de simplifier l'ensemble des démarches administratives des entreprises et d'être l'interlocuteur privilégié du secteur privé au sein de l'administration publique.

Précédemment administrateur général de la zone économique spéciale de Nkok, Monsieur Gabriel Ntougou est, depuis le 1^{er} mars 2019, Directeur général de l'Agence nationale de promotion et des investissements (ANPI).



■ Gabriel Ntougou, Directeur général de l'ANPI

ECONOMIE GABON + : Monsieur Ntougou, quels sont vos ministères de tutelle ?

Dans son texte fondateur, le décret 311/PR/MPIHTA, l'ANPI a pour tutelle administrative la Présidence de la République et pour tutelle technique le ministère de la Promotion des investissements, des Partenariats public-privé, chargé de l'amélioration de l'environnement des affaires.

ECONOMIE GABON + : Vous dites répondre à cinq missions principales. Quelles sont-elles ?

Le texte fondateur de l'Agence définit également ses missions. Nous sommes une agence innovante, partenaire de l'investissement et du développement des industries. En effet, l'ANPI-Gabon entend exceller dans cinq missions principales.

La première consiste à proposer et suivre

les réformes nécessaires à l'amélioration continue du climat des affaires. Initier, identifier à travers l'action des sectoriels les réformes nécessaires à la mise en place des conditions réglementaires propices au développement des affaires. Cette mission est mise en œuvre via le Haut conseil pour l'investissement (HCI), dont l'ANPI assure le secrétariat permanent. Le HCI a été créé en 2014 par décret présidentiel n°72/PR. À ce jour, 66 réformes ont été inscrites à l'ordre du jour du HCI dont la principale, à mon sens, est le Code des investissements. Celle-ci est essentielle en ce sens qu'elle précisera les incitations à l'investissement et bien-sûr les grandes orientations de l'État pour harmoniser le développement économique de notre pays. Je veux faire allusion au soutien d'une croissance économique inclusive, à la réduction du chômage, la formation du capital humain, la diversification et la compétitivité de l'économie, et surtout la protection de notre patrimoine environnemental.

L'ANPI est aussi l'administration de l'État gabonais chargée de la

formalisation des entreprises. Il s'agit ici de la création d'entreprise qui se matérialise par la délivrance du formulaire unique d'enregistrement que tout le monde appelle « fiche-circuit ». Nous procédons à la modification des statuts ou tout autre aspect des sociétés. Enfin, nous sommes chargés de la cessation des sociétés. Pour offrir tous ces services, nous disposons au sein de l'Agence d'un guichet unique constitué de l'ensemble des administrations concernées par la vie des entreprises, à savoir les impôts (pour l'immatriculation et l'enregistrement), le greffe du tribunal (qui délivre le numéro du registre du commerce RCCM), la CNSS et la CNAMGS. Nous avons aussi un service Agrément qui délivre les agréments techniques pour tous les secteurs qui en requièrent un. Tous ces services sont localisés au même endroit, à notre siège situé dans les locaux de l'immeuble Serena Mall au centre-ville.

La promotion de l'entrepreneuriat au Gabon constitue la troisième mission de l'ANPI. Nous accompagnons les jeunes promoteurs et les PME/PMI au quotidien. Notre rôle consiste à leur offrir les bases nécessaires au pilotage de leurs activités. Le but est de susciter l'esprit entrepreneurial chez les jeunes, d'apporter un soutien financier aux petites entreprises et de créer ainsi un tissu économique viable d'entreprises capables de tirer la croissance vers le haut. Nous organisons régulièrement des sessions de formation en business plan, management, gestion comptable et financière, montage de projet et conduite du changement. Vous savez, beaucoup d'entreprises sont créées, mais très peu d'entre-elles atteignent seulement leur troisième anniversaire.

Par ailleurs, la promotion des exportations est clairement définie dans nos textes réglementaires comme l'une des principales missions de l'ANPI. Le but est d'accompagner les entreprises pour qu'elles puissent vendre

à l'étranger, leur trouver des débouchés. Cette mission est essentielle car notre pays s'est véritablement lancé dans la diversification de son économie axée sur une transformation locale destinée en grande partie à l'exportation. L'impact attendu est crucial. Il s'agit de réduire les importations et d'améliorer le compte courant de notre balance des paiements, et de faire ainsi rentrer plus de devises. Dans ce contexte, nous avons créé un bureau d'exportations, au sens d'un guichet unique, pour accompagner les opérateurs économiques. Cet accompagnement passe nécessairement par le nouement de partenariats avec les pays que nous avons inscrits dans notre ligne stratégique (Chine, Inde, Europe, Moyen-Orient et certains pays africains) vers lesquels les produits du terroir ont un potentiel réel. Cela se fait tout aussi bien via des forums ou des grandes foires internationales.

Pour finir, la promotion des investissements constitue le cœur des activités de l'ANPI. Notre mission ici consiste à attirer des investissements directs étrangers et soutenir un engouement réel de l'investissement au niveau national. Nous faisons la prospection, la facilitation et l'aftercare (le suivi des investissements effectifs). C'est là une tâche lourde mais passionnante, car il s'agit pour nous de devenir un acteur clé de la diversification de notre économie. Le salut de notre économie passe nécessairement par l'investissement direct étranger (IDE). Le Président de la République ne cesse de le marteler, notre pays ne peut plus compter uniquement sur les recettes de la rente issue de nos matières premières, car celles-ci sont trop sujettes aux aléas du marché international. Aussi devons-nous valoriser nos ressources naturelles et « l'État seul ne peut plus tout faire. » Il nous faut donc des partenaires économiques privés. Un moyen clé d'accompagner cette politique est le partenariat public-privé (PPP). Bien qu'il ne soit pas la panacée, le PPP a l'avantage de montrer aux partenaires potentiels que l'État est prêt à partager le risque. C'est un signal fort qui a déjà commencé à porter ses fruits, notamment dans le partenariat avec Olam qui a généré plus d'un milliard et demi de dollars et plus de 18 000 emplois via la Zone économique spéciale de Nkok, le nouveau port d'Owendo et bien d'autres projets d'envergure dans le secteur agro-industriel. Notre mission est de multiplier cet exemple dans les autres secteurs stratégiques du plan de relance de l'économie porté par le gouvernement (mines, énergie, agriculture, pêche, tourisme, immobilier, éducation).

ECONOMIE GABON+ : Intervenez-vous dans des partenariats public-privé ?

Une unité d'appui aux partenariats public-privé a été inaugurée le 18 décembre de l'année dernière. Elle est logée au sein de l'ANPI. Cette structure dispose d'experts financiers, juridiques, économistes et d'ingénieurs dans tous les domaines. La mise en place de l'unité d'appui aux PPP est l'une des recommandations clés de la Banque mondiale dans le cadre du programme de promotion des investissements et de la compétitivité. Elle accompagne le gouvernement et l'oriente vers les bonnes pratiques en matière de contrats économiques. Les PPP sont des contrats complexes dont les principaux écueils sont les coûts, le prix, le partage des risques et la durée du partenariat. Il est recommandé d'être bien avisé sur ces aspects afin d'éviter des échecs. L'UAPP est sous la tutelle du ministère chargé de la promotion des investissements et de l'amélioration de l'environnement des affaires.

Economie Gabon + : Vous avez effectué un déplacement de la plus grande importance au Japon. Quel en est le résultat ?

Lors de la TICAD7 à Yokohama cette année, nous avons eu l'occasion de présenter le Gabon comme une terre d'opportunités propices à l'investissement, avec un environnement des affaires favorable, en constante amélioration. L'ANPI a travaillé avec d'autres administrations sectorielles qui jouent tout aussi bien un rôle stratégique en matière de promotion de notre pays, notamment la ZERP de Nkok, le FGIS et l'AGATOUR. Nous avons pu mettre en lumière les potentialités d'investissement, les projets prioritaires, les vecteurs financiers existants et surtout le dispositif incitatif que nous offrons. Notre participation s'est axée essentiellement sur un « talk-invest » sur la présentation des opportunités d'investissements au Gabon et d'un pitch-pays qui consistait à convaincre les investisseurs japonais et ceux d'autres pays présents à l'événement. Nous avons aussi un stand durant tout l'événement. Nous en sommes ressortis avec plus de 40 contacts fiables et d'opportunités d'affaires dans plusieurs secteurs tels que la distribution, le BTP, le numérique et les énergies renouvelables. Nous comptons d'ici peu passer à la phase concrète de signature de MoU (protocoles d'entente) pour certains, tandis que pour d'autres, nous avons obtenu des lettres d'intention.

ECONOMIE GABON + : Quels sont les pays les plus impliqués à ce jour dans les entreprises de droit gabonais ?

Ces dernières années, la Chine, la France, le Maroc, Singapour, la Turquie et l'Inde ont représenté des sources d'investissements importantes pour le Gabon. Le stock d'investissement chinois au Gabon représente aujourd'hui plus d'un milliard de dollars. La France quant à elle, représente environ 730 millions d'euros d'investissement en 2017. Sans oublier Olam qui a ainsi investi près de 2 milliards d'euros au Gabon à ce jour.

ECONOMIE GABON + : Monsieur Ntougou, combien d'entreprises sont-elles inscrites dans vos livres ? Quels sont les secteurs d'activités les plus prisés ?

À date, l'ANPI compte dans ses livres plus de 3 000 entreprises formalisées qui se spécialisent dans des secteurs d'activités divers dont les plus actifs sont l'exploitation forestière et la transformation du bois, le BTP et les services de la distribution. Nous souhaitons vraiment voir plus d'entreprises dans le secteur du numérique et l'agriculture.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs à court et moyen terme ?

Nos objectifs ? Ils sont clairs : apporter des investisseurs directs stratégiques dans les secteurs clés de notre économie (énergie, mines, pêche, agriculture, tourisme, immobilier, infrastructures et éducation) ; booster l'entrepreneuriat des jeunes ; être un partenaire clé des PME ; faciliter au maximum les procédures administratives liés à l'investissement ; et améliorer la note (ranking) du Gabon au niveau du Doing Business ■



OiLibya en Afrique devient OLA Energy

L'Afrique évolue chaque jour davantage et nous aussi. Nous changeons pour mieux vous servir, avec plus de points de vente et des stations encore plus conviviales. Roulez serein grâce à notre large gamme de lubrifiants de qualité supérieure. Laissez-vous tenter par un repas ou un achat dans nos multiples boutiques, ou faites tout simplement le plein avant de reprendre votre route en toute sécurité.



WE KEEP YOU GOING

BRASSEUR ET PIONNIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU GABON



DÉVELOPPER ET VALORISER LES
COMPÉTENCES DE NOS EMPLOYÉS



RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE
ENVIRONNEMENTALE



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT
SOLIDAIRE DES COMMUNAUTÉS
LOCALES



ASSURER LA QUALITÉ DES PRODUITS
ET PROMOUVOIR UNE CONSOMMATION
RESPONSABLE

AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE LIBREVILLE

PARIS

À PARTIR DE

495 000 FCFA

TTC
A/R

AIRFRANCEKLM
GROUP

AIRFRANCE.GA

Tarif aller-retour, toutes taxes comprises, hors frais de service. Achetez entre le 1^{er} et le 22 octobre 2019, et envolez-vous entre le 11 octobre et le 15 décembre 2019 ou entre le 7 janvier et 10 février 2020. Séjour de 7 jours minimum à 1 mois maximum. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous au 00 241 01 79 64 64 tous les jours de 8 h à 19 h, sur airfrance.ga ou auprès de votre agence de voyages.